

N°22 - NOVEMBRE 2023 - 4 €

PARTISAN

MAGAZINE

**QUE
FAIRE?**



UN
PARTI ?

RÉVOLUTION
EN IRAN

Publié par
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Prolétarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

★ ★ ★

L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Prolétarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

ÉDITORIAL

La planète brûle.

Au sens propre d'abord. Le dérèglement climatique provoque fournaises, catastrophes, inondations, famines, migrations...

Mais elle brûle dans tous les sens du terme. En Palestine, après l'Ukraine et l'Arménie, c'est la guerre totale. En attendant les prémisses d'un troisième conflit mondial que tout le monde sent chauffer, tant les tensions entre les puissances impérialistes sont violentes. Les USA et l'Europe veulent défendre leur prééminence. La Russie veut contester l'ordre occidental les armes à la main, en Europe, en Afrique. La Chine de son côté veut le contester par le biais économique et la prise en main du marché mondial via les Routes de la Soie sur tous les continents.

Mais les anciennes puissances installées ne veulent pas se laisser faire. Mais les challengers impérialistes de l'ordre économique mondial rencontrent des difficultés imprévues. Et les puissances secondaires, Israël, Turquie, Iran, Inde ne restent pas inactives.

Voilà longtemps que la situation n'avait pas été aussi instable et inquiétante. D'autant que la catastrophe écologique est désormais là.

Pourtant malgré tout, malgré le « talon de fer » du capitalisme-impérialisme, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution, la classe ouvrière se révolte.

Jamais le peuple palestinien, Hamas ou pas Hamas, n'acceptera la dictature de l'apartheid colonial du sionisme et aucun massacre n'en viendra à bout. Jamais les femmes, la classe ouvrière et le peuple iranien n'accepteront la poursuite de la dictature des mollahs. Jamais la classe ouvrière et le peuple français ne baisseront la tête face à l'austérité, aux violences policières, à l'exploitation – les Gilets Jaunes, le refus de la réforme des retraites, la révolte des banlieues en sont la preuve.

Partout, en Palestine, en Iran, en Amérique du Sud, en Afrique, en Europe, nous avons le même problème.

D'un côté la révolte qui se généralise face à l'injustice, la répression, la misère et la guerre.

De l'autre la confusion, l'action directe et immédiate pour exprimer sa rage, mais pas d'issue, pas de réflexion, pas de projet, pas de direction au-delà de l'aspiration à la justice, la paix, la démocratie. Chacun.e avec ses convictions particulières, sa révolte, son combat, adienne que pourra !

On ne viendra pas à bout du capitalisme-impérialisme par l'addition des combats partiels. Lui, il a ses quartiers généraux de combat, les gouvernements, ses institutions et organisations internationales, à l'Est comme à l'Ouest.

Nous, nous sommes éparpillés, et donc faibles. Méfiantes comme la peste contre tout ce qui est

centralisé, dirigé et pourtant ! Il semble que nous n'ayons pas digéré l'échec du prétendu « socialisme réel » à l'Est après la chute du mur de Berlin, qui n'était en fait qu'un vrai capitalisme d'Etat.

L'heure est venue de s'interroger – sérieusement. Allons-nous continuer de servir de chair à canon dans la guerre économique mondialisée, en attendant le futur conflit mondial ?

N'est-il pas temps de faire le vrai bilan du passé ?



Ce numéro de Partisan Magazine est en deux dossiers.

L'un sur le sujet brûlant « pourquoi un tel rejet de l'organisation communiste ». Nous n'esquions pas le problème et les interrogations.

L'autre sur la situation en Iran, un des lieux importants des révolutions en ce moment.

Et deux annexes essentielles : le soutien à la révolte du peuple palestinien – mais pas n'importe quel soutien. Et la commémoration des 130 ans de la naissance de Mao Tsétoung, le point le plus avancé de la révolution communiste mondiale.

Un numéro d'actualité, un numéro pour s'engager – vraiment.



UN

LAÏQUE



SEUL ÉTAT, PALESTINE LIBRE, ET DÉMOCRATIQUE !

Depuis 75 ans, le peuple palestinien subit l'occupation sioniste. Les massacres, les terres volées, les maisons détruites, les oliviers arrachés, l'eau accaparée, chassés de chez eux vers les camps de réfugiés, l'humiliation des checkpoints, le racisme quotidien, le blocus. La répression permanente, les prisonniers sans jugement, les bombes sur les hôpitaux, les milliers de morts, dont des centaines d'enfants. Ces dernières années, le gouvernement de Netanyahu assume une politique de nettoyage ethnique violente en Cisjordanie, laissant les colons les plus fascistes mener de véritables pogroms anti-palestiniens avec le soutien de l'armée israélienne.

Israël est un État d'apartheid, colonial, illégitime, semi-théocratique, un État raciste appuyé sur l'idéologie sioniste, « un peuple sans terre pour une terre sans peuple », soutenu à bout de bras par toutes les puissances impérialistes. Cela doit être dit et répété, voilà l'origine du conflit en Palestine occupée. Les Israéliens ne peuvent espérer vivre en paix tant qu'ils formeront une société coloniale qui opprime et violence les Palestiniens. Ceux qui veulent une paix juste doivent renoncer au projet sioniste et se rallier à la cause du Peuple palestinien.

L'action armée du Hamas a une nouvelle fois ressoudé le camp de soutien au Sionisme en France. C'est un soutien total et absolu à l'apartheid israélien. La moindre réserve est dénoncée comme islamo-gauchiste, clouée au pilori médiatique. La confusion volontaire

« antisionisme = antisémitisme » tourne à plein régime pour criminaliser la solidarité avec le Peuple palestinien. La France impérialiste politique est totalement pro-sioniste, du PC au RN, avec le PS en fer de lance. Alors que depuis des décennies, ils ferment les yeux face à la barbarie sioniste et ses milliers de victimes civiles palestiniennes. C'est aujourd'hui les manifestations de soutien à la Palestine qu'ils veulent interdire !

Un courant de la gauche institutionnelle et de ladite extrême-gauche se révèle incapable de se démarquer des crimes terroristes du Hamas, au nom d'un supposé soutien à la Résistance palestinienne. Mais nous, nous, ne soutenons pas le Hamas, n'en déplaise aux soutiens « inconditionnels ». C'est un parti politique réactionnaire, anti-démocratique, antisémite, lié à la confrérie des Frères Musulmans, aux mollahs d'Iran et au Qatar. Un parti réactionnaire qui a une époque s'est attaqué à la Gauche palestinienne, avec le soutien d'Israël. Dont les militants lançaient des pierres à la tête des femmes non-voilées. Un parti réactionnaire dont a souffert la population palestinienne de la bande de Gaza, en particulier les jeunes en révolte contre la misère et l'austérité en 2019.

Un parti qui s'appuie sur le désespoir du Peuple palestinien, parce qu'il est le seul à adopter une position radicale contre le Sionisme, face à la trahison, la compromission et la corruption du Fatah et de l'Autorité palestinienne. Le Hamas s'est érigé en représentant de la

Résistance palestinienne. Mais il n'est que le manipulateur de la colère du peuple, envoyant les jeunes combattants palestiniens au suicide collectif, avec un projet politique réactionnaire, celui de procéder à une épuration ethnique à l'envers puis d'instaurer un Etat islamique comme en Iran.

Ce projet réactionnaire se concrétise y compris dans sa tactique militaire, le terrorisme aveugle. Si les cibles militaires, policières, étatiques, économiques sionistes sont absolument légitimes, rien ne peut justifier la prise d'otage, les viols et le massacre de civils non-combattants. C'est un très vieux débat qui a déjà eu lieu durant la Résistance antinazie pendant la Deuxième Guerre Mondiale, il a eu lieu dans les mouvements palestiniens dans les années 70, et le choix des cibles de la lutte armée est une pierre de démarcation entre réactionnaires et révolutionnaires. Même si l'ennemi fasciste procède, lui, sans scrupules. Ce sont les Sionistes qui ont, en premier, « déshumanisé » les Palestiniens. Pas étonnant qu'en retour ceux-ci déshumanisent les Israéliens. C'est aussi ce qu'on a vu pendant la guerre d'Algérie avec les massacres commis par le FLN en réaction aux massacres coloniaux. Mais cela ne justifie rien. Jamais nous ne l'oublierons, c'est la politique qui commande au fusil et non l'inverse !

Ne doutant pas de son impunité, Israël n'a pas attendu pour promettre une vengeance terrible aux habitants de Gaza. Les Sionistes ont placé l'enclave sous un blocus total, et la bombarde sans arrêt et sans distinction. Le ministre de la défense israélien Yoav Gallant a traité les Gazaouis d'« animaux humains ». Le massacre des Gazaouis a déjà recommencé.

Nous soutenons le droit du peuple Palestinien à la lutte armée pour la libération de toute la Palestine. En Palestine il y a un oppresseur, l'Etat d'Israël, et un opprimé, le Peuple palestinien. On ne peut renvoyer dos-à-dos victimes et bourreaux. Nous comprenons le sentiment de dignité retrouvée après l'opération du Hamas, après l'écrasement et l'humiliation subies depuis des décennies. Ils croyaient que le Peuple palestinien se résignerait à la soumission, ils le voient la tête haute. Nous ne confondons pas cette fierté retrouvée avec une approbation aveugle de l'ensemble des actions des troupes du Hamas au cours de l'offensive. Contrai-

rement aux espoirs des Etats réactionnaires arabes et des impérialistes, le Peuple palestinien bouge encore, il n'est pas mort, il poursuit son combat. Eux qui espéraient lui régler son sort par des accords au-dessus de sa tête sans même faire semblant de l'associer à un « processus de paix » ...

Nous, militants de l'OCML Voie Prolétarienne soutenons le mot d'ordre historique du Mouvement National palestinien, bien oublié aujourd'hui, pour une « **Palestine Libre, laïque et démocratique, un seul État de la mer au Jourdain** », avec droit au retour inconditionnel de tous les réfugiés palestiniens. **Libre**, c'est-à-dire débarrassée de l'apartheid colonial sioniste, de la domination impérialiste. **Laïque**, c'est-à-dire débarrassée de toute religion d'État, ni intégrisme juif, ni intégrisme islamique, ni intégrisme chrétien, la religion renvoyée à une affaire privée. **Démocratique**, c'est-à-dire un seul État où tous les individus quelle que soit leur origine pourront vivre ensemble dans l'Egalité et la Justice, vers une transformation révolutionnaire de la société.

Il y a trente ans, les accords d'Oslo prétendaient valider l'existence de deux Etats voisins. Chaque année qui passe montre que la solution à deux Etats est de moins en moins crédible, et que seule la Palestine Libre, Laïque et Démocratique peut offrir une perspective progressiste à tous les peuples de la région. C'est évidemment inacceptable pour la réaction, les bourgeoisies arabes et les réformistes.

La perspective pour le Peuple palestinien, c'est une voie démocratique et révolutionnaire, la reconstruction d'une force progressiste, capable de prendre le dessus, sans concession, sur la réaction représentée par le Hamas. Le prestige usurpé du Hamas aujourd'hui n'est que la manifestation de la faiblesse des forces progressistes et révolutionnaires, nous n'hésitons pas à l'affirmer.

Tout notre soutien à la résistance palestinienne, pour une Palestine Libre, Laïque et Démocratique, débarrassée du sionisme, de la réaction et de l'impérialisme !

Non à la criminalisation de la solidarité avec le Peuple palestinien !

Déclaration de l'OCML-VP – 14 Octobre 2023

PROLÉTAIRES, UNISSEZ-VOUS!

La situation actuelle pousse à réfléchir, à agir, à s'organiser. Catastrophes écologiques, menaces de nouveaux virus, guerre en Ukraine, en Arménie, en Palestine, réarmement généralisé, inflation et menace de crise économique mondiale... Si le camp des travailleurs ne se mobilise pas, nous allons tous nous faire laminer, tous ensemble !

Réfléchir, agir, s'organiser ? Pour se défendre, pour limiter les dégâts ? Ou aussi pour passer à l'attaque, pour s'emparer du pouvoir et bâtir une humanité enfin humaine ? Défensive ou offensive ? En bonne tactique, les deux ! Le syndical et le politique.

Mais nous avons actuellement une difficulté particulière, qui peut devenir une force si on réussit à la surmonter : c'est le traumatisme de l'échec du communisme au XXe siècle. L'expérience du « socialisme réel » et des partis dits « communistes » bien intégrés au système capitaliste, a, directement ou indirectement, désorganisé notre camp. Se dire communistes, on évite, anti-capitalistes, ça passe mieux. Faire de la politique, je te plains ! Adhérer à un parti, non merci.

Le nombre de militants pour qui l'équipe syndicale ou l'association de défense est un substitut d'organisation politique est impressionnant.

La tendance est renforcée par les réseaux sociaux, l'individualisme comme fonctionnement normal, chacun.e devient expert.e, supposé.e théoricien.ne, chaque individu sa propre organisation, le collectif devient une simple addition de forces.

Et pourtant... À quoi cela sert-il d'être plus antifa que les antifas, plus écolo que les écolos, plus syndicaliste que les syndicalistes, plus antiimpérialistes

que les pro-palestiniens, plus féministe que les féministes etc. ? Il ne suffit pas de radicaliser la collection des mouvements partiels pour en faire un mouvement communiste. L'addition de luttes partielles ne fera pas une lutte globale, Lénine critiquait déjà l'économisme des luttes immédiates. De plus, comment suivre tous les professionnels des luttes partielles ? On n'a pas les forces, on s'épuise, on ne construit pas.

Alors, à rester dans la défensive, au coup par coup, à ne pas préparer l'offensive globale, on est sûrs de la rater. Il est évident que des mouvements de lutte aussi différents que les Gilets jaunes, le refus de la retraite à 64 ans, et la révolte des banlieues populaires en juin, avaient un point commun : un problème de direction, de dirigeants, et surtout d'orientation politique.

La situation actuelle, les risques croissant de nouvelle guerre mondiale, poussent à poser la question de l'organisation de la société, et celle de l'organisation politique de notre classe.

Les trois petits articles qui suivent sont loin d'épuiser la question, mais ils ont le mérite de la poser de front, ce que l'on ne fait pas assez.

C'est d'abord l'interview de deux camarades qui sont passés de l'expérience d'un cadre strict à celle d'une démocratie chaotique. Le reflet très actuel (et assez anarchiste, sur le fond) de la peur d'être manipulé, de perdre son individualité, le rejet du centralisme, que l'on voit à l'œuvre aussi avec les « mouvements gazeux » que sont la FI, PEPS, la caricature des fractions et des éclatements chez les trotskistes. Mais les maoïstes n'en sont pas exclus...

Puis, ce sont un autre texte sur les aventures du NPA, et un dernier sur les opinions libertaires.

6

Le XX^e siècle n'a pas été qu'un fiasco, il a connu de nombreuses expériences positives, à commencer par le parti bolchevik et la lutte de ligne au sein du Parti Communiste Chinois. Et il faut repartir du projet élaboré au XIX^e, avec Marx et Engels. Le cahier 4 de la plate-forme de VP est intitulé « Construire le parti, où en est-on aujourd'hui ? ». Et le cahier 1 affirmait d'emblée : « Faillite à l'Est – ce n'était pas le communisme ». Ce qu'il nous faut, et ce qu'on ne veut pas...

Alors, nous posons la question à chacun.e : on en est où ?



CONVERSATION SUR L'ORGANISATION AVEC DEUX MILITANT.E.S DE PEPS (POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE ET SOCIALE)

PEPS est une organisation que nous côtoyons régulièrement dans les luttes depuis son émergence à la fin du mouvement des Gilets Jaunes. Ses fondateurs ont repris plus ou moins le positionnement du Parti Socialiste Unifié des années 70 (dont certains étaient issus) : une fédération de groupes locaux, à la charnière de la gauche institutionnelle et des mouvements sociaux, et qui considère la décentralisation et l'autogestion autant comme un projet de société à construire que comme un modèle d'organisation. Ils rejettent donc le léninisme, le modèle du parti révolutionnaire d'avant-garde et le centralisme démocratique. C'est aussi un mouvement qui attire principalement des jeunes militant.e.s assez radicaux, issus de l'écologie, de l'antiracisme et du féminisme. Malgré ou à cause de nos différences, nous avons souvent de bonnes relations avec ces militant.e.s, et nous avons souhaiter discuter de la crise de l'organisation avec d'eux d'entre eux (que nous appellerons « Elle » et « Lui », issu.e.s tou.te.s deux du mouvement des Gilets pour voir s'ils s'en sortaient mieux que le reste de l'extrême-gauche.

Nous : Pour commencer, pouvez-vous nous résumer votre parcours militants ?

Elle : J'ai milité pendant une quinzaine d'années avec Lutte Ouvrière en tant que sympathisante active de ce mouvement. Dans n'importe quel autre parti, j'aurais été considérée comme une militante seulement voilà : je ne votais pas aux congrès. J'ai été formée aux méthodes partisans verticales avec CC décisionnaire. C'était un cadre rassurant qui ne laissait pas de place à l'initiative et à la réflexion politique. Puis j'ai arrêté plusieurs années le militantisme politique, jusqu'au mouvement des gilets jaunes, et puis il y a eu la construction de PEPS, où j'ai été confrontée au refus complet de la structuration politique.

Lui : Pour moi, j'ai découvert l'écologie et l'anticapitalisme dans le mouvement des Gilets Jaunes, avant je me croyais très éloigné de tout ça, mais j'ai découvert qu'en fait ça rejoignait des questionnements que j'avais depuis longtemps .

On est partis d'un constat partagé : L'extrême gauche va mal, implosions en série au NPA, départ de Révolution Permanente puis scission entre les trotskystes canal historique et les pro-NUPES avec les Intersectionnel.le.s au milieu, crise à l'OCL, crise à l'UCL, crises à VP et à PEPS avec là aussi le défi de nouveaux courants « intersectionnalistes » qui mettent en avant les questions de race sociale et de genre.

Elle : C'est au-delà de l'extrême-gauche...N'est-ce pas une crise générale de l'ensemble des partis politiques ? On voit aussi le pugilat au PS avec des accusations de fraude entre les pro-NUPES et les autres, les conflits à LR après l'échec de Péresse entre les pro-Macron et les autres. On est dans une crise de recomposition du champ politique. La population ne se sent plus représentée par les partis politiques.

C'est une situation infiniment compliquée qui pose la question de l'utilité d'une organisation politique, comment une structure politique est-elle utile à la population. La population semble de moins en moins convaincue et les partis deviennent vides d'adhérents et sans base de sympathisants stables, tout le monde se casse la tête pour faire à nouveau le lien entre les organisations politiques et la population. Les élus sont perçus comme n'ayant plus d'utilité au sein de la société, déconnectés des besoins démocratiques et sociaux de ce qui formait autrefois le peuple de gauche.

Il faut distinguer la crise de pouvoir, la crise de représentativité et la crise d'hégémonie. Evidemment en ce moment on vit un peu les trois en même temps puisque la réforme des retraites a été imposée contre la volonté d'une grande majorité de la population et de la quasi-totalité de la classe ouvrière. Mais cette crise politique s'inscrit dans une crise de la représentativité plus profonde et plus ancienne : les classes populaires ne se sentent plus représentées depuis longtemps par ce qui est perçu comme caste politique issue de grandes écoles, ce n'est pas clair dans la tête de tout le monde qu'ils gouvernent pour le compte de la bourgeoisie, beaucoup pensent qu'ils gouvernent surtout pour eux-mêmes en cherchant à sauvegarder d'abord leurs privilèges. Mais cette crise de la représentation révèle aussi une crise d'hégémonie qui dure au moins depuis 50 ans : la démocratie bourgeoise ne suffit plus à donner aux classes populaires l'illusion du politique, mais faute de perspective révolutionnaire, c'est plutôt l'extrême-droite qui engrange des voix sur le rejet du parlementarisme, bref comme dirait l'autre : l'ancien agonise, le nouveau a du mal à naître et les monstres se tiennent en embuscade...

Elle : On a l'impression qu'ils sortent tous de l'ENA et de Science Po et qu'ils n'ont fait que ça de leur vie, comme Dussopt. Du coup ils n'ont plus de lien avec la population. C'est la lutte des places et pas la lutte des classes.

Jusque là, les partis bourgeois recrutent dans des viviers : conseils de quartiers et centres sociaux pour le PS, cercles d'entrepreneurs et de notables pour la droite, mais c'était déjà la lutte des places et il n'y a pas grand-chose à regretter.

Lui : Là il y a Edouard Philippe qui vient d'être coopté pour être le prochain leader néo-libéral. Et ils cooptent aussi leur opposition, en validant tel ou tel syndicalisme ou en dissolvant les oppositions qui leur conviennent pas, comme les Soulèvements de la terre. Les Gilets Jaunes sont nés en réaction à ce déni de démocratie mais , c'est au final les médias qui ont validé Maxime Nicolle ou Jérôme Rodriguez comme porte-paroles du mouvement, il n'y a pas de procédure de validation interne au mouvement.

Quoi qu'on pense de Maxime Nicolle ou de Jérôme, ils ont cette légitimité de pouvoir rentrer en manif sans que personne ne cherche à les en sortir, où à les faire rentrer dans la masse à coups de pelle sur la tête...C'est déjà pas rien. Les médias auraient préféré avoir Jacqueline Moureaux comme interlocutrice mais ça n'a pas été possible. C'est la suite de Mai 68, pour le meilleur ou pour le pire : on se méfie tellement de la récupération, qu'on préfère abattre tous les représentants potentiels au fur et à mesure qu'ils émergent.

Elle : On ne trouve pas la forme qui correspond aux besoins profonds de l'époque. Le Parti Léniniste apparaît comme ossifié et peu attractif. LFI a pris une forme gazeuse et nébuleuse pour s'adapter aux nouvelles formes d'engagement militant, même si la colonne vertébrale du mouvement est ultra-verticale et d'inspiration léniniste ou plutôt trotskyste..

Et encore c'est du trotskysme ossifié au service du réformisme le plus plat, une espèce de clergé qui vend du rêve

à ses fidèles mais ne leur laisse aucune voix au chapitre, pire qu'à Lutte Ouvrière...

Elle : Bref, il y a les cadres dirigeants qui font tourner le parti et des groupes Whatsapp de colleurs d'affiches. Mais ça marche avec les gens qui aiment bien suivre, pas prendre d'initiatives. Les autres, qui cherchent de l'autonomie, peuvent toujours aller à PEPS...

PEPS, justement parlons-en...

Elle : alors là, justement on teste les limites de l'horizontalité. On arrive même pas à se mettre d'accord pour savoir si on est un Parti ou un mouvement, la Forme Parti est quelque chose qui pour beaucoup de jeunes militant.e.s appartient au passé. No Future ni structure. En fait, à notre dernier séminaire on a conclu que plus qu'un Parti ou un mouvement, on était surtout un genre d'hôtel.

PEPS récupère des déçus de LFI qui en ont marre de juste coller des affiches et veulent participer d'avantage. PEPS apparaît comme autonome mais centralisé, radical mais réformiste. Beaucoup arrivent, beaucoup repartent, c'est un peu l'auberge espagnole. Pas de vertebration, pas de structuration: un espace de rencontres, de consumérisme militant. Les groupes et les réseaux qui constituent PEPS sont très dynamiques sur les initiatives locales (manif de l'eau, semaine décoloniale), mais on arrive pas à construire de direction politique: les militants ont envie de militer de façon indépendante, ne souhaitent pas s'impliquer dans la direction centrale. Même s'ils valident l'idée d'un bureau exécutif.

Construire la direction politique ça suppose de sortir de l'individualisme. L'idée d'une ligne politique fait peur, on y voit une entrave à la liberté individuelle. L'idée de sacrifier une partie de son individualité au profit du collectif et de ses buts devient insupportable

Comme chez les gilets jaunes on se méfie des têtes qui sortent. Mauvaise définition du mot autogestion vu comme décentralisation absolue, horizontalité totale. L'autogestion ce n'est pas ça : c'est la discussion collective suivie d'une décision collective appliquée par des personnes mandatées. Quand on lance une campagne sur le nucléaire, on ne va pas s'en sortir si les responsables locaux refont tout le boulot des responsables nationaux parce qu'ils ont une conception un peu différente.

C'est marrant, parce que ta définition de l'autogestion, c'est à peu près la définition que Lénine donne du centralisme démocratique vivant qui est à peu près le contraire de ce que Lutte Ouvrière appelle centralisme démocratique... Pour en revenir au rapport entre individualisme et discipline, c'est justement ce que le capitalisme demande aux gens de faire à travers les réseaux sociaux : mettre en scène leur individualité, donner leur avis à tort et à travers sur tout et n'importe quoi pour mieux rester des individus impuissants et atomisés...

Elle : Il y a une confusion entre la politique et la morale, qu'on retrouve un peu dans les courants qui se réclament de l'intersectionnalité.

C'est normal de demander à un militant un minimum de cohérence entre le comportement privé et le discours public, mais la politique ça ne peut pas être juste de la morale

On a de plus en plus tendance à essentialiser les militants en fonction de leur appartenance à un genre ou à un groupe racisé, et pas à la justesse de ce qu'ils et elles disent. Une difficulté à articuler lutte contre les dominations et luttes de classes.

La classe aussi est une essence, et de plus en plus de gens considèrent le genre et les groupes racisés comme des classes. Dans le marxisme on demande tout le temps au gens d'où ils parlent, et la rupture avec la sociale-démocratie s'est faite par la promotion de prolétaires aux postes de responsabilité à la place des profs (de ce point de vue Mélenchon et son équipe sont des sociaux-démocrates typiques qui utilisent les prolétaires comme des token, des faire-valoir locaux). Le fait d'être un prolétaire ne garantit pas la justesse de sa ligne politique, pas plus que le fait d'être femme ou victime de racisme (Zhou Enlai disait à Khrouchtchev « vous êtes fils d'ouvrier, je suis fils de bourgeois et au final nous avons tous les deux trahi notre classe »), mais une organisation qui refuse par principe de se poser la question de l'appartenance de ses classes deviendra fatalement une organisation petite-bourgeoise, qui portera des problématiques petites-bourgeoises.

L'ANCIEN PARTI

10



NOUVEAU ANTICAPITALISTE

On pourrait passer outre, en se disant inté-rieurement : « Une scission de plus chez les trotskistes... » Sauf qu'on ne parle pas cette fois de scission mais d'implosion, d'explosion, de dis-paration ; provoquant cependant les dénégations des intéressés.

Le dimanche 11 décembre 2022 au soir, un ar-ticle de Mediapart¹ résume : « Lors de son 5^e congrès, le NPA a définitivement explosé. Les partisans d'Olivier Besancenot et de Philippe Poutou ont annoncé la rupture avec l'autre moitié de la formation trotskiste, hostile à tout accord avec la France Insoumise. » En réalité, les voix des 1500 adhérents s'étaient séparées en trois : 48,5% pour la fraction historique di-rigeante (plate-forme B, celle de Poutou, Be-sancenot...), 45,3% pour la plate-forme C, regroupement de 4 fractions en opposition, et 6,2% pour la plateforme « Ni scission, ni ma-rasme ». Bien que faisant exactement le même score qu'au congrès précédent (février 2018), la fraction majoritaire quitte la salle, déclare que l'organisation est devenue ingérable, tout en proclamant « Nous continuons le NPA »². À peine 18 mois après le départ d'une première fraction qui créera Révolution Permanente.

Deux lignes politiques étaient manifestement en présence. Au sujet d'un « accord avec la France Insoumise », écrit le journaliste de Mediapart.

.....
1 Mathieu Dejean, « À l'extrême gauche, le NPA s'est autodétruit ».

2 NPA, communiqué du 13 décembre 2022.

Quelques années seulement après avoir propo-sé un « nouveau parti » révolutionnaire pour les travailleurs, ça coince sérieusement. Que s'est-il passé ? L'aventure, même négative, nous interpelle, car nous aussi nous voulons créer un nouveau parti. Alors, qu'est-ce qu'il ne faut pas faire ?!

LES AMBIGUÏTÉS ÉLECTORALES

« Accord (ou pas) avec la France Insoumise ». Or celle-ci est bien strictement une machine électo-rale et parlementaire. Et la nouvelle unité popu-laire, écologique et sociale, la NUPES, a été créée spécialement en vue des élections présidentielles de 2022. Voici, en un mot, où se loge tout le réfor-misme du NPA : dans une ambiguïté électoraliste.

À VP, nous ne sommes pas par principe contre une participation à des élections organisées par la bourgeoisie, même si aujourd'hui ce n'est pas vraiment d'actualité. Elles peuvent être l'occa-sion d'exprimer une ligne politique, d'affirmer l'existence d'un camp de classe. Mais si c'est l'activité politique principale, elle risque fort d'entretenir chez les travailleurs les illusions existantes sur la démocratie bourgeoise. Pour dégonfler ces illusions, on peut utiliser dans les débats l'exemple d'une victoire électorale d'une « vraie gauche », celle de Tsipras et de son parti Syriza en Grèce en 2015³.

.....
3 Partisan magazine n° 19, mai 2022.

Mais rappelons-nous le contexte des années 2000 et ce qui a poussé la LCR à proposer un nouveau parti. Aux élections présidentielles de 2002, un petit facteur sympathique et combatif fait un bon score, 4,25%, soit 1,2 million de voix. Il s'appelle Olivier Besancenot. Il renouvelle l'exploit 5 ans plus tard, avec 4,08% et 1,5 million de voix. Pendant que Arlette Laguiller plonge, passant de 5,72% en 2002 à 1,33 en 2007. Le PCF a le même type de trajectoire : de 3,37 avec Robert Hue à 1,93 pour Marie-George Buffet. C'est alors, en mai 2007, que la LCR propose la création d'un nouveau parti des travailleurs, qui deviendra réalité en février 2009. L'ambiguïté électoraliste est

totale, le nouveau parti se construit d'abord sur la base d'un succès électoral.

Les élections organisées par la bourgeoisie peuvent être, nous l'avons dit, une tribune et l'occasion d'une campagne politique révolutionnaire (on nous donne la parole, pas le pouvoir...). Mais elles sont aussi un « piège à cons », selon le slogan de 1968 (c'est l'expérience de juin 1968)⁴. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les trotskistes insistent peu sur le côté piège à cons des élections ! Pour eux, elles ne sont pas directement le chemin du pouvoir politique, mais tout de même une « transition » possible...

.....
4 Partisan magazine n° 11, mai 2018, numéro spécial sur Mai-Juin 1968.

« Ma lettre de rupture avec Lutte Ouvrière »

En mars 2002, le journal Partisan avait publié des extraits de la lettre de démission de Granier (Daniel Bénard). Voici le début de cette lettre :

Depuis plus de 25 ans, LO s'est impliqué systématiquement dans toutes les élections (une par an en moyenne dans ce pays) et ce qui sert de direction politique à l'organisation a fini par y croire. Au dernier Comité Central, la version officielle devient que « les élections ne changent pas tout, mais ça change quand même... ». Finalement, le thermomètre fait quand même un peu monter la température du malade... pas jusqu'à 42°, mais un petit 38,5 quand même !

On trouve moyen, dans l'édito du journal du 15 janvier, de conclure à propos du projet de licenciements de Danone : « Mais à défaut de suffire pour faire reculer le patronat, les prochaines élections municipales nous permettront de montrer aux politiciens... etc ». La référence à la lutte nécessaire dans le paragraphe précédent, c'est la feuille de vigne pour la bonne conscience ; parce que les élections ne suffisent pas.

J'ai proposé au dernier Comité Central qu'on affirme clairement et publiquement que les élections ne changeront rien au sort de la classe ouvrière. On se retrouve avec une formule dans laquelle ça n'est simplement « pas suffisant » bien que « ça change quand même des choses ». La voie électorale pour le changement à petits pas ? Ce sont les révolutionnaires que nous étions qui ont changé ; pas le piège illusoire que sont les élections. (...) Un camarade, qui est intervenu au CLT [cercle Léon Trotsky] de la salle, a fait remarquer que vouloir remédier aux maux engendrés par le système sans démolir le système, cela s'appelle le réformisme. Je partage son intervention. Lutte Ouvrière par des tas d'aspects est devenue une organisation réformiste ; et les raisonnements gestionnaires ressortent à tout bout de champ (...).

Depuis plus de trois ans, très officiellement, LO a initié cette politique opportuniste vis-à-vis du PCF, ses militants et ses dirigeants. Je me suis exprimé plusieurs fois là-dessus de vive voix et par écrit. Mais trois ans après, ça donne quoi, cette orientation ? Il y a eu l'épisode des manifestations unitaires PCF-LO-LCR de fin 1999 interdisant toute critique du gouvernement puisque le PCF était impliqué. Bilan ? Par un tout autre cheminement, LO extrême-gauche de la gauche de la gauche (...).

UNE LIGNE POLITIQUE RADICALE... ET OUVERTE

La ligne politique est déterminante pour une organisation politique, c'est l'évidence. Rassembler qui, pour faire quoi, en alliance avec qui, tels sont les choix de base. Or la démarche fondatrice du NPA est une démarche d'ouverture, y compris de la ligne politique. Un sérieux indice se trouve déjà dans le choix du nom.

L'ancienne Ligue devient un « nouveau » parti en abandonnant le C et le R, le communisme et la révolution, au profit du qualificatif ouvert « anti-capitaliste » qui en fait ne veut plus dire grand-chose. Des critiques de ce renoncement ont fait remarquer que Besancenot, affiché LCR, communiste et révolutionnaire, venait de récolter 1,5 million de voix sans que ces adjectifs n'aient semblé avoir posé de problème.

En janvier 2009, le journal Partisan⁵ explique « pourquoi nous ne rejoindrons pas le NPA ! » :

« Le NPA représente aujourd'hui une proposition nouvelle d'un nouveau parti, et cela a un côté positif. Enfin, on ne parle pas seulement des luttes, mais de la nécessité d'un quartier général pour les exploités, ça faisait longtemps qu'on n'en entendait plus vraiment parler. Pourtant, nous ne rejoindrons pas ses rangs. Car le NPA n'est pas un parti ouvrier, mais le parti du tous ensemble et de tous les salariés. Il n'est pas le parti du communisme, mais le parti des luttes et des élections. Il n'est pas un parti révolutionnaire affirmé, mais louvoie entre le réformisme radical et un timide discours anti-capitaliste. Le NPA va évidemment faire des alliances pour les élections avec des traîtres qu'on connaît bien, va masquer les contradictions pour ratisser large (c'est déjà bien parti !), va caresser dans le sens du poil sans éduquer réellement à la marche au communisme. Aujourd'hui, son discours ressemble à une savonnette, adaptée à chaque public. Ce n'est pas comme cela qu'on avancera, on ne fait qu'ajouter de la confusion à la confusion. Nous voulons construire un vrai parti communiste... Contre la crise, le chômage, la misère, le chauvinisme, pour construire notre avenir. »

Voici résumée d'une manière simple la ligne politique : le NPA est « le parti des luttes et des élections ». Les uns seront plutôt luttes (plutôt grève générale), les autres plutôt élections (pour une « vraie gauche »). Cette ligne politique a la même cohérence que celle du PCF et de la social-démocratie en général : syndicalisme et associations à la base, au quotidien, et gouvernement de gauche comme débouché stratégique, via les élections. La touche trotskiste spécifique se trouve dans l'ajout d'une mobilisation populaire, dans le mot d'ordre éternel de grève générale, et du mélange de revendications immédiates et de revendications stratégiques, typique de l'éternel programme de transition. Les travailleurs passent alors sans s'en apercevoir de l'immédiat syndical au stratégique socialiste, et le gouvernement de gauche devient malgré lui révolutionnaire. Ce n'est pas du réformisme classique, c'est du réformisme radical. Il est symptomatique que les grandes références historiques soient 1936 et 1968, et que 1944 soit oublié, ou réduit aux réformes d'un bon gouvernement de gauche, alors que ce fut d'abord une insurrection.

Derrière l'articulation entre le syndical immédiat et le communisme stratégique, se trouvent deux opposés indispensables laissés dans le flou : la lutte communiste immédiate, qui n'est pas, selon l'expression de RP (Révolution Permanente), qu'un propagandisme abstrait⁶. Et après la prise du pouvoir politique, la continuation de la lutte des classes, la poursuite de « l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Le rôle de l'avant-garde maintenant, et celui des masses demain. Ce sont les contradictoires, d'une part du syndical immédiat, et d'autre part, du parti prolétarien au pouvoir. Pour les trotskistes, tous les contradictoires, parfois assez rudes, deviennent autant de transitions.

« PAS UN PARTI OUVRIER »

Un parti peut être dit ouvrier soit par sa composition sociologique, soit par sa ligne politique. La construction la plus solide réunit les deux.

En 2008, au cours d'une réunion de préparation du nouveau parti à créer, un intervenant de la LCR expliquait que la classe ouvrière était réduite

.....
5 Republié dans le journal Partisan du 04/05/2010.

.....
6 Claude Piperno, 02/07/2022, « Lutte Ouvrière, Anasse Kazib et l'islamo-gauchisme ».

à peu de chose, que ce n'est plus elle qui jouait le rôle d'avant-garde, que ce rôle était désormais assuré par la petite-bourgeoisie intellectuelle. Cette opinion correspondait peut-être à la réalité de la Ligue mais pas à sa ligne majoritaire déclarée. L'essence de la ligne réelle est peut-être très bien exprimée par... Karl Marx, dans Le 18 Brumaire :

« Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent le peuple. Ce qu'ils représentent, c'est le droit du peuple, ce qui les intéresse, c'est l'intérêt du peuple. (...) Ils n'ont qu'à donner le signal pour que le peuple fonce avec toutes ses ressources inépuisables sur ses oppresseurs. »

La grève générale comme l'échéance électorale exigent de faire appel au peuple tout entier. La classe ouvrière, et elle est toujours là en France même après les gains de productivité, les licenciements et les délocalisations, n'est plus qu'une composante du « tous ensemble ». La LCR et le NPA n'ont jamais été très ouvriers et n'ont pas manqué de traiter leurs frères ennemis de LO d'ouvriéristes ; ce qui n'est pas entièrement faux, même si LO a une vision assez extensive de la classe, y incluant tout le prolétariat c'est-à-dire les employés et jusqu'aux cadres.

L'effet Besancenot, entre les élections présidentielles de 2002 et celles de 2007, avait induit un afflux de nouveaux adhérents à la Ligue. Une doctorante de Sciences Po avait envoyé un questionnaire aux 2900 militants de l'organisation en janvier 2006. Voici dans le tableau ci-dessous en résumé les résultats⁷ :

LCR – catégories socio-professionnelles

Enseignants (primaire, secondaire, supérieur)	33,3	28,1
Cadres et professions intellectuelles supérieures	27,1	25,0
Professions intermédiaires	19,4	14,4
Professions indépendantes	0,7	1,9
Employés	12,5	25,6
Ouvriers	7,0	5,0

Résumons grossièrement. Les 4 premières catégories, petites-bourgeoises, diminuent relativement, passant de 80% à 70%. Au sein des 30% de prolétaires, les employés doublent leur représentation, tandis que les ouvriers, peu nombreux, se tassent encore un peu.

L'organisation politique n'est pas un syndicat. Nous savons bien à VP que les employés et les intellectuels révolutionnaires ont toute leur place dans une organisation communiste. Mais il faut que les choses soient claires, ils intègrent une organisation ouvrière. Même si c'est ouvrière d'abord par sa ligne politique. Si les ouvriers ne sont que 5% dans l'organisation, c'est un problème. C'est une lutte à mener. À moins de nier tout lien dialectique entre la situation matérielle et le positionnement politique. À moins de nier les contradictions de classes au sein du peuple. Les notions de peuple tout entier et de contradictions au sein du peuple nous renvoient à la scission entre Moscou et Pékin dans les années 1960. Mais elle a aussi des conséquences aujourd'hui dans nos luttes quotidiennes, politiques et syndicales. Exemple dans le journal Partisan du 4 mai 2010⁸ :

« Nous participons à la mise en place d'une opposition syndicale de classe au sein de la CGT et nous militons avec des camarades du NPA qui se retrouvent eux-mêmes confrontés à d'autres membres du NPA qui, eux, soutiennent la direction confédérale... pendant qu'une bonne partie de l'organisation s'en fiche et que sa direction prend soin de ménager la chèvre et le chou. Concrètement, cela aboutit à un refus absolu de se mouiller dans un débat qui a pourtant un écho direct dans la lutte des classes. On nous objectera qu'il ne faut

7 Humanité Dimanche, 10 au 16 juillet 2008.

8 Autre exemple : LO à PSA Poissy, dans Partisan magazine n° 20.



pas mélanger la politique et le syndicalisme. Nous pensons pour notre part qu'une organisation politique doit avoir un avis sur tout ce qui touche à la vie des travailleurs : comment abattre le capitalisme avec eux si on n'est même pas capables de dire leur fait à ceux qui les trompent ? »

Comment mener à bien la construction de l'indépendance politique ouvrière, comment construire l'unité entre ouvriers, employés et intellectuels communistes, sans une lutte systématique contre la suprématie politique de la petite-bourgeoisie ?

EXPLOITATION ET OPPRESSIONS : L'INTERSECTIONNALITÉ

Partie en 2021, Révolution Permanente évoque cette divergence entre LO et NPA qui fait dire aux premiers que le NPA est « intersectionnel » – qu'il met sur le même plan toutes les luttes, de classe, contre le sexisme, contre le racisme, démocratiques... –, pendant que le NPA reproche à Lutte Ouvrière de ne s'occuper que des... luttes ouvrières :

« La candidature d'Anasse Kazib n'aurait été qu'une déclinaison encore plus démagogique et populiste de ce que LO n'a cessé d'accuser la LCR puis le NPA : en s'adressant « *sans distinction, à toutes les catégories, mettant en avant et sur le même plan toutes les luttes, qu'elles soient sociales, environnementales, féministes, antiracistes ou pour le droit des homosexuels et contre toutes les formes*

d'oppression », l'orientation défendue par la candidature d'Anasse ne concernerait « *au fond qu'incidemment la classe ouvrière* ». »⁹

Mais VP va dans le même sens en critiquant cet abandon par le NPA de la direction de classe impérative dans toutes les luttes¹⁰ :

« Aucune priorité n'étant avancée, chacun mène son petit front dans son coin. Des initiatives qui auraient pu être intéressantes ont vu le jour comme la Commission Intervention sur les Lieux de Travail (CILT), la commission féministe, ou écologiste. Mais cela participe-t-il à la construction du camp des exploités en combattant ses divisions ? Pour nous, il est clair que non ! La commission féministe appelle à l'unité des bourgeoises et des ouvrières, tandis que la commission écologiste adopte des positions confuses telles que le développement de modes de production alternatifs. Et pour ce qui est de l'antiracisme, le NPA se retrouve aux côtés du PS sur des tracts qui défendent la IIIème République comme exemple... On est très loin du combat pour l'unité de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne, et l'unité comme mot d'ordre mis en avant semble plus concerner aujourd'hui les possibles alliances électorales. »

Deux dimensions apparaissent dans le débat entre LO et NPA, et surtout dans la position de VP : une

⁹ Claude Piperno, 02/07/2022, « Lutte Ouvrière, Anasse Kazib et l'islamo-gauchisme ».

¹⁰ Journal Partisan, 7 juillet 2011, « Où va le NPA ? ».

dimension interne, celle de l'unité de la classe, défendue par le NPA à sa manière (petite-bourgeoise), et une dimension externe, celle des alliances avec d'autres couches sociales (petites-bourgeoises elles aussi), reprochées au NPA par LO.

Il est évident, par exemple, que pour défendre au sein du mouvement féministe, un féminisme prolétarien, il faut que ce féminisme prolétarien existe, concrètement et conscient de lui-même. De même une écologie communiste doit être concrète, consciente, et, avant toute alliance tactique, exister. C'est cette dialectique que LO et le NPA démolissent avec ténacité, les premiers en méprisant toutes ces luttes comme étant secondaires et surtout petites-bourgeoises, renvoyées à l'horizon de la future révolution¹¹ ; les autres se contentant d'une unité de juxtaposition autonome sur une base démocratique large.

FRACTIONS ET FRACTURES

Dans son être même, dans sa genèse et son projet, le NPA est « démocratique et unitaire ». Démocratique à l'intérieur et unitaire à l'extérieur. Mais à l'intérieur, la démocratie ne mène pas à l'unité, et à l'extérieur, l'unité ne mène qu'aux démocrates !

Les oppositionnels de 2022 font remarquer que, si alliance à l'extérieur il doit y avoir, ce serait logiquement d'abord avec LO et avec le CCR – plus connu sous le nom de son organe de presse, Révolution Permanente – parti en 2021. Mais commençons par l'unité interne.

Plus que le décrochage massif et discret des « jeunes » ralliés en 2009, ce sont les ralliements (L'Étincelle, la mino de LO) et les exclusions (le CCR en 2021) qui retiennent l'attention. Des entrées et des sorties **en groupes**. À titre de comparaison, les statuts de VP (ch. I, art. 2) précisent : « L'adhésion est individuelle ».

Quelle est la différence entre une tendance (ex : Tendance Claire) et une fraction (ex : Fraction L'Étincelle) ? Une tendance, ça tend, et une fraction, ça fracture ? C'est un peu ça...

Rappelons très brièvement l'héritage des trotskistes sur ce point. En 1921, le Xe congrès du parti bolchevique interdit « l'organisation de fractions ». Il faut se souvenir du contexte : guerre civile, révolte petite-bourgeoise de Cronstadt...,

et l'expérience du devenir de la fraction menchevique a probablement joué aussi. Puis, sous l'égide de Staline, cette interdiction devient celle des tendances, et c'est alors l'étouffement de tout débat. Trotski, comme à son habitude (centriste), déclare à la fois, dans Cours nouveau (1923) : « C'est dans les contradictions et les divergences de vues que s'effectue inévitablement l'élaboration de l'opinion publique du parti », et : « Il est incontestable que les fractions sont un fléau dans la situation actuelle »¹². Disons que LO est fidèle au côté discipline et monolithisme, le NPA au côté débat et confusion...

Et VP alors ? Nous sommes aussi les héritiers d'une autre expérience historique et dialectique, plus récente, qui a pour maîtres mots : « l'unité est relative, la contradiction est permanente ». Contradictions au sein du peuple, lutte de lignes au sein du parti. En un mot, l'unité est une lutte permanente. Le principe de fonctionnement de l'organisation communiste est bien connu, c'est le centralisme démocratique, principe tellement bien dévoyé à l'époque stalinienne qu'il est devenu synonyme de monolithisme.

En réalité, les débats ne sont importants qu'entre militants qui ont un minimum de socle politique commun. Si le désaccord est profond, on ne discute même plus. Deuxièmement, le débat est totalement ouvert avant la prise de décision. Des tendances collectives se créent, différentes selon les questions. En cas de désaccord, un vote tranche, on ne peut attendre l'unanimité pour agir. La minorité se plie alors à la décision majoritaire, même si elle continue à défendre que le bilan risque d'être négatif. S'il y avait deux actions différentes, ce serait, dans les faits, deux organisations différentes.

Voyez encore les statuts de VP (Cahier IV, 20) : « Les congrès sont préparés à travers un large débat politique au sein de l'organisation au moins huit mois avant la date du congrès. Un bulletin de congrès fait connaître à l'ensemble de l'organisation toute contribution des membres ». Résultat : des « tendances » collectives s'expriment avant le congrès (et disparaissent après), mais des « fractions » minoritaires sont inenvisageables.

FINALEMENT, L'ÉLARGISSEMENT A ÉTÉ BREF

L'expression de Daniel Bensaïd en 2008, lors du lancement du NPA, a plu et a été retenue :

11 Partisan magazine n° 10, février 2018, « Féministes révolutionnaires », p.29.

12 Cité dans le dictionnaire Labica, page 1133.

« Perdre en substance pour gagner en surface ». En un mot, c'est s'aplatir, ou se diluer ! Jusqu'où ?

Vous avez peut-être noté le nombre de questionnaires envoyés par la doctorante de Sciences Po, Florence Joshua, en 2006 : 2900. Elle constate alors un afflux d'employés. Trois ans plus tard, fin 2009, après la création formelle du nouveau parti, les effectifs se situent entre 9 000 et 10 000. Puis, très vite, ils redescendent à 3000. En 2022, les votants sont 1500. Que s'est-il passé ? Et pourquoi ? Le journal Partisan expliquait dès 2012¹³ :

« De nombreux militants du mouvement ouvrier et populaire qui l'avaient rejoint ont fini par le quitter. D'abord, ils ont bien souvent été rebutés par le style de travail. Le NPA se voulait un parti ouvert, adapté aux disponibilités de chacun. Mais bien souvent, rien n'a été fait pour adapter le fonctionnement du parti aux exigences du militantisme ouvrier : réunions sans fin, plusieurs fois par semaine, où la parole est monopolisée par les militants quasi-professionnels issus de la LCR ou des JCR... Dans beaucoup d'endroits, les prolétaires, fatigués, ont fini par s'en aller. Le NPA a gardé en partie la même base sociale que la LCR : beaucoup d'enseignants et de petits fonctionnaires, qui n'ont pas fait grand-chose pour adapter leur style de travail. Ensuite, la lutte entre les différents courants au sein du parti a parfois été une vraie foire d'empoigne, dans laquelle la démocratie, la liberté d'expression et l'autodiscipline ont été souvent méprisées. (...) On entend beaucoup parler de ceux qui ont rejoint le Front de gauche, mais politiquement, tous ceux qui ont quitté le parti plus ou moins dégoûtés du militantisme politique, et qui s'étaient investis dans le NPA sur des bases justes, sont une perte bien plus grande encore. »

« Gagner en surface », disait Bensaïd. Mais n'est-ce pas le souci de tout parti, de toute organisation ? Et s'il y a, naturellement, perte de « substance », le remède n'est-il pas bien connu : la formation ! Pas une formation scolaire, mais un mélange de théorie et de pratique, un échange entre « jeunes » et « vieux », entre prolos et intellectuels communistes. Car, comme le dit Marx dans la 3^e thèse sur Feuerbach, « l'éducateur a besoin lui-même d'être éduqué ». Par qui ? Par la base ! Par l'enquête et l'étude, par les circonstances de la lutte

des classes, par la réalité du monde en évolution. Au NPA, il y a ici un obstacle particulier¹⁴ :

« Pour répondre à un besoin criant, de nombreux militants du NPA réclament la mise en place d'une formation centralisée. Peine perdue. Chaque tendance organise ses propres formations. Et ceux qui ne sont pas au fait de tout cela restent sur le carreau. Pourquoi ? Parce que l'on ne peut pas centraliser des orientations de classe et des orientations politiques aussi différentes. »

CONCLUSION

Aux déçus des « unions de la Gauche », présidées par Mitterrand et par Hollande, aux déçus du PCF qui a mis les travailleurs à la remorque de ces unions de la Gauche, le NPA a réussi à ajouter une couche supplémentaire, les déçus du NPA. Au réformisme électoraliste bourgeois, il opposait un réformisme radical petit-bourgeois. Les prolétaires ne s'y sont pas retrouvés. Le problème posé était réel : il nous faut un nouveau parti politique des travailleurs. Le problème reste entier.

« Prolétaires, unissez-vous ! ». L'appel n'est pas récent. Il est toujours d'actualité, et plus que jamais. « Guerre, crise écologique, crise sanitaire, inflation, le capitalisme-impérialisme craque de partout sans jamais s'effondrer, mais en plongeant toujours plus dans une spirale de catastrophes et de misères. Alors, va-t-on se contenter de se lamenter ? »¹⁵. Unisson-nous !

« À l'heure actuelle, nombre de militants qui se réclament, en général, du communisme, en restent à l'intervention dans les combats partiels. Plus même : ils considèrent que la construction du parti n'est pas d'actualité. Ils proposent de s'en tenir à accumuler des forces dans les luttes immédiates, dans l'espoir de pouvoir un jour constituer une force politique. C'est ne voir que l'immédiat, et non l'avenir »¹⁶.

En proposant une plate-forme politique, VP propose de regarder en face le présent et l'avenir ! L'aventure du NPA, comme celles des unions de la Gauche et du PCF, sont des impasses, empruntons la voie prolétarienne !

.....

¹⁴ Journal Partisan, 4 juin 2010.

¹⁵ Partisan magazine n° 20, page 1.

¹⁶ Plate-forme politique de VP, cahier 4.

.....
¹³ Journal Partisan, 27 juillet 2012.

LES LIBERTAIRES : « NOTRE COURANT POLITIQUE REFUSE LA NOTION DU PARTI DIRIGEANT »

18

L'affirmation du titre ci-dessus est extraite du magazine *Courant Alternatif* (n° 323, octobre 2022), « mensuel anarchiste communiste » publié par l'OCL, organisation communiste libertaire. Les termes de *libertaire* et *anarchiste* sont juxtaposés, quasiment synonymes on le voit. *Anarchisme* est plus ancien, *libertaire* s'est répandu suite aux « lois scélérates » de 1893-1894 interdisant l'anarchisme en France, et le second terme, *libertaire*, a gardé un accent plus acceptable. Pour la liberté est une expression positive ; contre tout pouvoir (*an*, sans, et *archos*, chef) est

négatif ! Là où l'affaire se complique, c'est quand la liberté n'est pas seulement individuelle mais à construire collectivement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle certains anarchistes vont jusqu'à se dire communistes. Comme l'OCL. Avant de les féliciter de se réclamer du communisme, ou avant de les critiquer pour leur anarchisme, il faut les connaître. Prenons donc la peine de lire attentivement une page de *Courant Alternatif*, la dernière partie d'une « Synthèse du débat des Rencontres libertaires du Quercy 2022 ».

Notre courant politique refuse la notion du parti dirigeant qui serait la conscience éclairée des masses. Cependant il ne faudrait pas que le refus d'avant-gardisme dans un mouvement conduise à considérer que les révolutionnaires ne font pas partie du mouvement. Parce que par définition, enfin c'est notre base, quand on participe à un mouvement c'est qu'on est concerné par ce mouvement. Nous sommes des gens qui partagent les objectifs du mouvement, et nous n'y sommes pas par opportunisme politique. À partir du moment où je suis dans un mouvement et que je partage les objectifs et la lutte, je m'autorise à y faire de la politique. C'est à dire à développer des discussions qui concernent :

- le fait que le mouvement continue à exister, qu'il ne se dilue pas. Les révolutionnaires sont des défenseurs du mouvement et pas ses liquidateurs potentiels si les intérêts divergent.
- les révolutionnaires ont des propositions pour que ce mouvement gagne sur les objectifs qu'il s'est fixé au départ, et les soumettent au débat comme axes tactiques et stratégiques.
- les révolutionnaires contribuent à politiser et polariser le mouvement, pour passer d'un prolétariat qui n'existe pas encore à « un prolétariat pour lui-même », qui existe pour soi.

Ce sont trois axes stratégiques que les révolutionnaires doivent avoir dans un mouvement, c'est faire de la politique, donc c'est parler, débattre, agir dans la lutte. Et quand il y a des enjeux qui se posent, avec des assemblées générales, est-ce qu'il faut faire une pétition, une manif etc. On a des idées et des propositions et on parle en fonction des idées politiques qu'on a, et on les défend. Ce n'est pas être avant-gardiste et s'emparer des bureaux ou autres postes de pouvoirs ! Mais il ne faut pas être en retrait, jamais ! Ou alors il ne faut pas être dans le mouvement, car il ne faut pas être hors sol. Le gauchisme va dans un mouvement par stratégie politique. Nous on est dans un mouvement parce qu'on est concerné.

L'enjeu ce n'est pas prendre le pouvoir, mais ainsi que pouvait l'affirmer Bakounine (même si ça se discute), il faut des structures de révolutionnaires décidés, qui sont en lien entre eux, et qui sont en capacité dans les mouvements de peser dans le sens révolutionnaire. Certains peuvent craindre que ce soit de l'avant-gardisme, mais non. Car qu'est-ce qui se passe quand les gens se mettent en lutte ? Dans les mouvements qui commencent à bouger un peu, les gens ne sont plus des individus, ils arrivent en groupe, tout le monde fait ça. Et nous parce qu'on est révolutionnaires on devrait pas faire ça : se concerter et continuer à exister comme groupe ? Et bien non.

Se concerter ça ne veut pas dire prendre le pouvoir et diriger le mouvement, ça veut dire échanger pour comprendre le mouvement, mais comme tout le monde le fait ! Quand on va faire une manif, avec des copains ou des collègues, quand on revient qu'est-ce qu'on fait ? On débriefe, on voit ce qui a marché ou pas. Et nous pourquoi on ne le ferait pas ? Parce qu'on est révolutionnaires ? Et bien non, il faut se mettre au moins au minimum à la hauteur de ce que tout le monde fait. C'est à dire comprendre le mouvement et dire ce qu'on veut y faire ensemble. Notre but c'est pas de prendre le pouvoir, mais de soutenir des initiatives et aussi pourquoi pas de porter des initiatives.

Le tissu de contradictions dans lequel s'enferment les libertaires saute aux yeux. Ils ne veulent pas diriger le mouvement mais veulent porter des initiatives. Ils ne veulent pas de l'avant-gardisme mais veulent politiser et polariser, peser dans le sens révolutionnaire. Ils refusent la notion de parti mais prônent des structures de révolutionnaires décidés en lien entre eux.

On pourrait se dire : peu importe les mots si on a la chose. Si le mot parti vous fait peur, disons « structures de révolutionnaires en lien entre eux ». Si vous refusez le mot d'avant-garde, parlons de groupe qui polarise et politise. C'est plus long à dire, mais surtout implicitement plus flou. Car que devient la notion de dirigeant communiste qui s'oppose à dirigeant réformiste ?

« Le courant anarchiste et libertaire refuse le principe des dirigeants, considérés par définition comme des bureaucrates. Un tel refus aboutit en réalité à l'existence de dirigeants de fait, non élus, dont le contrôle est bien plus difficile » (Plateforme de VP, cahier 4, n° 727).

Les rapports à l'intérieur de l'organisation entre

les dirigeants et les militants, de même que les rapports entre l'organisation politique et les travailleurs, sont complètement faussées. Les « structures » sont... déstructurées.

Et au-delà des contradictions qui sautent aux yeux, il est des contradictions plus difficiles à percevoir, celles qui n'apparaissent pas.

Il faut faire en sorte « que le mouvement continue à exister, qu'il ne se dilue pas si les intérêts divergent, qu'il gagne sur les objectifs qu'il s'est fixés au départ » : le mouvement et ses objectifs semblent être la référence absolue.

Pourtant il arrive que « les intérêts divergent ». En réalité il n'arrive pas parfois mais il existe toujours des « contradictions au sein du peuple ». Et si ces contradictions ne sont pas prises en considération au départ, il faut en « parler, débattre, porter des initiatives ». Exemples. Une lutte contre une proposition d'aménagement du temps de travail peut carrément escamoter les contraintes et les revendications spécifiques des femmes (vieille expérience de VP dans une

boite majoritairement d'ouvrières). Un mouvement comme les Gilets Jaunes peut « au départ » se réclamer de la Révolution française, se poser en mouvement de citoyens français qui ont des droits, et exclure, au moins en paroles, les travailleurs immigrés. Un mouvement pour l'emploi peut défendre une usine polluante en s'opposant aux luttes anti-pollution du voisinage. Si du sexisme, du racisme, de l'anti-écologie sont présents dans les objectifs de départ, le rôle de l'avant-garde est de se battre pour l'unité de la classe, sans respecter tous les objectifs de départ.

Il y a plus grave. Il y a le cas où les intérêts qui divergent n'exigent pas de se battre pour l'unité, mais de se battre pour la division. Un exemple connu est celui d'un mouvement des routiers. S'agit-il de petits patrons en lutte contre l'augmentation des charges ? À côté des charges fiscales ou autres – dont la taxe sur les produits pétroliers –, se tiennent... les charges salariales ! Ou s'agit-il au contraire de routiers salariés ? Et la petite-bourgeoisie n'est pas présente que sur les routes. Elle est dans les boîtes, et surtout, à la tête des syndicats.

« Le gauchisme va dans un mouvement par stratégie politique ». Si c'est par stratégie politique révolutionnaire, ça ressemble beaucoup à ce que

font les libertaires. Mais le problème principal n'est pas le « gauchisme » (pour parler comme le PCF des années 1968). Le problème principal, c'est le droitisme, le réformisme, l'opportunisme, le rôle de classe intermédiaire et négociatrice entre prolétariat et bourgeoisie, d'encadrement bourgeois parmi les ouvriers, de petits profiteurs et de petits patrons de syndicats, des « lieutenants ouvriers du capital » comme disait Lénine. Il faut les déloger de leur rôle dirigeant, les vaincre politiquement, et cette lutte ne sera pas totalement gagnée tant que la bourgeoisie sera au pouvoir.

Les libertaires cultivent les mouvements, mais laissent la direction politique aux réformistes et le pouvoir à la bourgeoisie !

Soyons justes, leur position a une sorte de légitimité historique après la débâcle du mouvement communiste au XXe siècle, après le communisme de caserne soviétique, après la submersion des premières révolutions prolétariennes en Europe par la vague mondiale de révolution nationales-démocratiques en Afrique et en Asie, aboutissant finalement toutes au capitalisme.

Malheureusement, leurs conclusions sont négatives. Ils théorisent la désorganisation du mouvement ouvrier.

Ne pas prendre le pouvoir grâce à l'action d'un parti dirigeant résonne comme un désaveu de la lutte politique de Lénine en septembre-octobre 1917. Ce n'est pas là un petit exemple. Que défendait alors Lénine ?

« Ayant obtenu la majorité aux Soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolcheviks peuvent et doivent prendre en mains le pouvoir. Ils le peuvent, car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple des deux capitales suffit pour entraîner les masses, pour vaincre la résistance de l'adversaire, pour l'anéantir pour conquérir le pouvoir et le conserver. Car, en proposant sur-le-champ une paix démocratique, en donnant aussitôt la terre aux paysans, en rétablissant les institutions et les libertés démocratiques foulées aux pieds et anéanties par Kérenski, les bolcheviks formeront un gouvernement que personne ne renversera. La majorité du peuple est pour nous. » (Lénine, Lettre au comité central, aux comités [bolcheviks] de Pétrograd et de Moscou, 12-14 septembre 1917).

C'est la démocratie, dit Lénine ! L'insurrection, la prise du pouvoir « illégale » par un parti révolutionnaire, le non-respect de la démocratie bourgeoise en place, c'est ce qu'il y a de plus conforme à la démocratie réelle, de plus respectueux de la volonté et des intérêts de la majorité du peuple. La dictature du prolétariat est mille fois plus démocratique que la démocratie bourgeoise qui n'est que l'habillage de la dictature d'une minorité privilégiée, profiteuse, criminelle, et hypocrite.

À NOUVEAU LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE EN IRAN

21

Il y a un peu plus d'un an, le 16 septembre 2022, la jeune kurde Mahsa « Jîna » Amini était assassinée dans un commissariat iranien parce que des mèches de cheveux dépassaient de son voile. S'en est suivie une gigantesque révolte, les femmes en première ligne, qui a à nouveau entraîné tout le peuple iranien dans le combat contre la République Islamique, les mollahs et les Pasdarans, miliciens fidèles chiens de garde de la bourgeoisie bureaucratique iranienne. Des centaines de morts, des milliers d'emprisonnement ne sont pas venus à bout de cette révolte.

Dans ce numéro de Partisan Magazine, nous prenons le temps de faire le point, avec ce dossier consistant, lui-même en trois parties.

Tout d'abord deux interviews de militant.e.s iraniennes : le premier d'un représentant du collectif « Roja Paris » sur la situation du mouvement social après 15 mois de luttes ; et un deuxième sur la nature de l'Iran et des tâches révolutionnaires à y mener.

Ensuite, trois articles sur l'état du mouvement syndical et ouvrier, avec l'émergence de syndicats combatifs et indépendants, contre la collaboration de classe et la répression des associations syndicales officielles.

Enfin, nous reproduisons nos positions, celles de l'OCML Voie Proletarienne. Celle, brève mais synthétique de janvier 2023 à l'occasion d'une manifestation à Paris, mais aussi le rappel de nos positions de 1978-1979, avant et pendant la révolution contre le Shah, alors que nous refusions, déjà, de soutenir Khomeini et les mollahs.

La Révolution iranienne va de l'avant, ni Shah, ni mollahs, c'est une révolution socialiste et démocratique qui est à l'ordre du jour !

LA PAROLE À DES MILITANTES



ASSOCIATION ROJA

.....

Nous publions ci-après le texte d'un entretien avec un camarade de l'association Roja-Paris. Roja est une association qui se définit comme « coordination des groupes de gauche et féministes » iraniens. Formée au début du soulèvement populaire de septembre 2022 en Iran, Roja est donc liée au mouvement « Femme, Vie, Liberté » (<https://www.instagram.com/roja.paris/> ou <https://www.facebook.com/RojaParis/>). Roja a organisé de nombreux rassemblements et manifestations à Paris contre le régime iranien et pour défendre les luttes des masses populaires. L'OCML Voie Prolétarienne s'associe chaque fois que possible à ses initiatives publiques.

L'association regroupe des militant.e.s et groupes divers, tous unis sur l'essentiel, le projet d'un Iran débarrassé des mollahs et du Shah, dans le contexte difficile de la résistance à la répression. C'est toutefois un regroupement de tendances politiques différentes. Et c'est pour cette raison que le camarade qui répond aux questions le fait de son point de vue personnel.

Où en est le grand MOUVEMENT DE REVOLTE démarré en septembre 2022 ? La répression a-t-elle réussi à l'écraser dans le sang ?

Si l'on considère ce qui s'est passé en Iran au cours de l'année écoulée dans le contexte d'un soulèvement populaire, il ne fait aucun doute que le soulèvement en tant que tel a pris fin à la suite d'une violente répression. Mais dans un cadre plus large et dans un sens plus profond, le mouvement Femme, Vie, Liberté persiste. Il se manifeste par la résistance des femmes contre le hijab obligatoire, malgré les menaces répétées et la répression du gouvernement. En outre, ce mouvement a laissé un impact idéologique notable dans certaines parties de la société et a affaibli certaines valeurs et relations patriarcales strictes dans les familles et dans la société en général. Et cela ne se limite pas au hijab. La répression n'a pas encore réussi à détruire l'espoir de changement, en particulier dans la jeune génération. Cet espoir est si fort qu'une partie importante de cette jeunesse parle d'un processus révolutionnaire à ses débuts, un processus à long terme avec des hauts et des bas. Au milieu de difficultés réelles et malgré le prix à payer, ils tentent d'identifier et de faire connaître les réalisations collectives et individuelles des révolutionnaires et de susciter l'espoir. Un exemple notable est celui des jeunes hommes et femmes qui ont perdu un œil ou les deux lors de tirs ciblés par les forces de répression, mais qui sont néanmoins activement présents sur les médias sociaux, affichant fièrement leur joie et leur espoir pour dire aux autres générations et à la société dans son ensemble que l'avancement de la révolution vaut la peine de payer ces coûts. Ou encore la réaction politique rapide de la famille

de ceux qui ont perdu la vie, contre le régime, et sans céder aux menaces ou aux pots-de-vin du gouvernement. Au contraire, elles se sont tournées vers les rassemblements et les poursuites collectives et ont déclaré leur solidarité les unes avec les autres ; sous la forme de familles de martyrs voyageant d'une ville à l'autre pour rejoindre la famille d'un autre martyr ailleurs.

Toutes les militantes iraniennes que nous rencontrons sont absolument convaincues que LA DICTATURE DES MOLLAHS VA TOMBER malgré la répression féroce. Pourquoi cette certitude ? Ne craignez-vous pas une situation « à la syrienne » ?

Cela dépend du moment où vous posez la question. Au cours des quatre premiers mois du soulèvement, beaucoup ont vu la chute comme imminente. Mais maintenant qu'une année s'est écoulée et que le soulèvement s'est calmé, de nombreuses personnes sont arrivées à la conclusion que faire une révolution (à la fois politique et sociale) nécessite des conditions, des facteurs et des moyens sans lesquels un régime anti-populaire, malgré ses crises internes et ses fissures, restera et ne tombera pas de lui-même de la branche comme un fruit pourri. Je dois également préciser que les activistes iraniens appartiennent à différentes tendances politiques et idéologiques et n'ont pas une compréhension unique des conditions, des facteurs et des moyens nécessaires que j'ai mentionnés. Certains d'entre eux pensent qu'un changement critique de la situation est nécessaire au niveau régional ou international pour que les piliers du régime de la République Islamique d'Iran (RII) soient ébranlés ; d'autres

considèrent que la formation progressive de divers groupes d'activistes de différents secteurs à partir de la base, dans les quartiers, sur les lieux de travail, etc. est la clé du changement de la situation ; d'autres encore espèrent former un front uni qui inclurait des parties importantes de différentes couches et leurs représentants politiques, ce qui dessinerait un horizon et une alternative pour la société. En tout état de cause, si la chute de la République islamique doit être un véritable changement révolutionnaire (et non un «regime change» d'en haut ou de l'extérieur), avec des transformations révolutionnaires dans la politique, l'économie, la culture et l'environnement des différentes régions de ce pays, quelque chose qui peut réellement changer la face du Moyen-Orient, certaines conditions préalables sont nécessaires. Toute déclaration de confiance dans la chute de la République islamique, sans tenir compte de ces conditions préalables et sans s'efforcer de les remplir, n'est qu'une déclaration bruyante de ses souhaits. Elle reflète surtout une compréhension déterministe de l'évolution de l'histoire dans la direction «correcte» et prédéterminée.

Toutefois, les opinions divergent parmi les forces politiques quant à la possibilité que l'Iran devienne la prochaine Syrie. L'Iran est un pays composé de différentes nationalités. Les forces politiques de droite et réactionnaires sont pour «l'intégrité territoriale» de ce pays (contre le droit à l'autodétermination des nations opprimées). Ce sont elles qui tirent la sonnette d'alarme sur le risque de syrianisation résultant de l'affaiblissement de l'État-nation centralisé. Toutefois, ce point de vue existe également au sein de l'opposition progressiste, et même d'une partie de la gauche, en particulier dans les régions centrales (Fars, chiites), où le nationalisme iranien est fort. Leurs arguments ressemblent à ceux des soi-disant gauchistes de l'«axe de la résistance», qui défendent ouvertement le pouvoir de la République islamique et ses activités dans la région en l'appelant «anti-impérialisme», et il va sans dire qu'ils préconisent également des relations avec la Russie, la Chine, le Hezbollah et le Hamas, ainsi qu'avec les régimes dits de gauche en Amérique latine. Au cours du mouvement «Femme Vie Liberté», il y a eu des signes positifs de solidarité entre les peuples de différentes nationalités comme les Kurdes, les Baloutches et les peuples des régions centrales, ce qui était prometteur, bien que cela doive encore se transformer en une alliance durable et consciente.

Sans aucun doute, il existe en Iran des préjugés chauvins et nationalistes qui pourraient servir de base à la création d'une «situation syrienne», mais la clé pour éliminer ce danger est de mener une lutte plus profonde, plus large et plus consciente, en particulier contre les sentiments chauvins parmi les privilégiés (du centre), en insistant sur ce qui unit tous les opprimés et en ne perdant pas de vue l'ennemi qui détient le pouvoir et réprime les gens dans tout le pays. Il y a une raison pour laquelle le récent mouvement a pu combler le fossé (au moins dans une certaine mesure) entre les peuples de différentes nationalités : les femmes de toutes ces régions sont opprimées (bien que différemment) par les mêmes forces réactionnaires, c'est-à-dire le régime patriarcal de la République islamique.

C'est lorsque le processus révolutionnaire progresse et que le régime et son appareil répressif sont frappés, lorsqu'un air nouveau et libérateur se répand dans tout le pays, que la situation est plus favorable à la promotion de l'unité du peuple (un peu comme la période allant de septembre à janvier 2022). La réponse n'est certainement pas de laisser le statu quo intact.

Quelle est la nature de la DOMINATION RELIGIEUSE des mollahs ? Est-ce une réalité bien imprégnée ou complètement superficielle ?

Si vous parlez de l'emprise idéologique du système clérical chiite sur la société, il ne fait aucun doute que cette emprise s'est progressivement mais sûrement affaiblie au cours des quatre dernières décennies. (Par emprise idéologique, j'entends la domination des croyances et des valeurs de la religion d'État, imposée et poussée par la législation, les médias et en s'appuyant sur les bases sociales traditionnelles qui existent encore dans la société). Dans le même temps, nous assistons à la diffusion de croyances, de valeurs, de relations et de modes de vie non traditionnels ou modernes et pseudo-modernes, ce qui a créé une dualité évidente à tous les niveaux de la société, y compris au sein de la cellule familiale. Cet état schizophrénique ne pouvait pas durer éternellement. Lors du soulèvement de Jina, en particulier, l'opposition de ces deux pôles s'est manifestée de manière explosive, sous sa forme la plus nue. Dans le même temps, contrairement à de nombreuses analyses simplistes et partiales, nous ne pouvons ignorer l'influence persistante de formes

hybrides d'ignorance et de superstition religieuse dans différentes parties de la société, dont certaines sont teintées de croyances pré-islamiques. La crise économique, l'absence de toute perspective d'avenir et la tendance du capitalisme néolibéral à atomiser continuellement les membres des classes sociales inférieures et moyennes ont alimenté la déresponsabilisation et créé une tendance à de nouvelles formes de religion. Dans ce contexte, un point doit être souligné. Le régime de la République Islamique, avec son système clérical chiite, les lois de la charia, les valeurs, les rituels et ses propres icônes, contribue à maintenir, consolider et reproduire le mode de production capitaliste (avec toutes ses caractéristiques rentières, oligarchiques et monopolistiques). Et non seulement il n'est pas séparé du capitalisme, mais il en fait partie intégrante.

Au sein du pouvoir iranien, quelle différence faire entre les MOLLAS et les GARDIENS DE LA REVOLUTION ?

Nous n'avons pas affaire à deux sections distinctes de mollah et de pasdar (ou de religieux et de militaires) au sein du pouvoir politique. Nous sommes en présence d'un appareil d'État monopolistique, tant dans l'économie que dans la politique, qui comprend plusieurs holdings et centres de pouvoir. Comme dans tout autre système capitaliste, il existe une concurrence entre ces centres de pouvoir, mais il existe également certaines institutions, liens et accords dans le cercle du pouvoir pour éviter que les différences ne se transforment en fissures conduisant à une crise interne de gouvernance. Dans ces centres de pouvoir, on trouve des mollahs de haut rang et des responsables du CGRI (Corps des Gardiens de la RI), ainsi que des technocrates et des directeurs d'entreprises actives dans les secteurs du pétrole, de la pétrochimie, de l'exploitation minière, de la banque, de l'hôtellerie, des machines, de la construction et du commerce extérieur (y compris les industries de la drogue et du sexe).

Outre les institutions monopolistiques gouvernementales et religieuses telles que les organisations Velayat al-Faqih (tutelle) et Awqaf (dotation) et les organisations qui gèrent les lieux saints islamiques et détiennent une part des secteurs économiques très rentables, il existe d'autres entreprises appelées Khusolati (privées), qui sont une combinaison des secteurs privé et public. C'est également l'une des caractéristiques du grand capitalisme en Iran,

où nous ne sommes pas confrontés à des secteurs privés complètement séparés de l'État. L'un des facteurs les plus importants des fractions de l'oligarchie au pouvoir peut être considéré comme leurs liens politiques, économiques et militaires avec différents centres de pouvoir au niveau régional et mondial. Bien sûr, dans une situation où il n'existe pas de pôles et de blocs définis et clairs au niveau mondial et où les alignements concurrents dans le monde capitaliste sont très fluides, les tendances au sein de l'organe dirigeant de la République islamique vers tel ou tel groupement extérieur ne sont pas très visibles. Mais ces dernières années, en particulier avec l'intensification des sanctions occidentales, la tendance à établir des relations stratégiques avec ce que le dirigeant de la République islamique appelle «l'Orient» est devenue prééminente.

Est-ce que, au fil des luttes et des révoltes depuis plusieurs années (en décembre 2017, en octobre 2019...), les travailleurs et les militants en Iran ont vécu une EVOLUTION POLITIQUE ? Sur quels points ? T a-t-il des partis révolutionnaires clandestins en Iran ?

Lorsque nous parlons des travailleurs en Iran, nous devons garder à l'esprit le fait que 80 % d'entre eux travaillent dans de petites unités, en dehors du droit du travail, y compris dans l'économie informelle. Le nombre considérable de chômeurs et de précaires parmi les jeunes et les adolescents constitue une part importante de la main-d'œuvre - hommes et femmes. Les travailleurs afghans, fortement exploités, et leurs enfants et petits enfants qui sont nés en Iran mais ne sont pas considérés comme des citoyens, constituent une part importante de cette main-d'œuvre. La force motrice des trois récents soulèvements en Iran et le facteur de radicalisation ont été pour la plupart les mêmes dans les trois cas. La plupart des morts, des blessés et des arrestations proviennent de ces populations. Nous l'avons constaté en particulier dans les régions les plus défavorisées telles que le Kurdistan, le Baloutchistan et le Khuzestan.

Le mouvement a soulevé la question de l'oppression des femmes au-delà du cadre des groupes féministes et de la gauche radicale et l'a placée au centre du mouvement. Il a créé des liens nouveaux et tangibles entre le mouvement dans les

régions périphériques et le centre, où la voix du peuple qui subit l'oppression nationale et religieuse a pu être entendue par les couches moyennes et inférieures des régions centrales qui ne subissent pas l'oppression nationale.

Il n'y a pas de partis révolutionnaires clandestins en Iran, mais nous avons assisté à la formation de noyaux et de comités révolutionnaires clandestins et de gauche radicale, ainsi que de diverses tendances communistes, au cœur du soulèvement de Jina, ce qui est très prometteur et sur lequel on peut s'appuyer pour franchir les étapes suivantes de l'organisation de la révolution sociale. Les organisations préexistantes que j'ai mentionnées (principalement des organisations syndicales de travailleurs, d'enseignants et d'étudiants) s'efforcent également de se rapprocher les unes des autres et de planifier des campagnes communes qui répondent aux demandes des différentes catégories de la population, des femmes et des jeunes aux minorités religieuses, en passant par les questions environnementales. Elles incluent les jeunes, les travailleurs, les enseignants, les nationalités opprimées, les minorités religieuses et les questions environnementales. Mais les anciens partis de gauche n'ont pas encore réussi à construire une base organisationnelle fiable dans la société, sauf au Kurdistan, où ils ont historiquement une influence sociale et politique. Et tant qu'il n'y aura pas d'organisations clandestines et semi-clandestines, au sein des différents secteurs de la société, capables d'assurer la continuité, le cercle vicieux des protestations, des soulèvements, de la répression et du reflux ne sera pas brisé et nous ne pouvons pas nous attendre à ce que le chemin de la victoire soit tracé et que la perspective de la libération s'éclaircisse. En bref, le mouvement populaire est toujours privé des organisations nécessaires et, par conséquent, il ne dispose pas de la stratégie et de la tactique nécessaires pour progresser et consolider les acquis et tirer les leçons des échecs.

Le mouvement s'est élargi rapidement aux différentes régions et aux différentes couches sociales. Est-ce que LES OUVRIERS y ont participé, malgré la dictature et la répression ?

Au cours des vingt dernières années (en particulier les dix dernières années, lorsque les politiques néolibérales ont été intensifiées), les luttes

ouvrières se sont poursuivies dans les grandes et moyennes unités de production, avec des revendications principalement liées à la subsistance et aux salaires.

Malgré cela, il n'a pas été possible d'établir un lien direct et opportun entre ce type de lutte ouvrière et les luttes de masse dans les rues ou les soulèvements. Des sections de la classe ouvrière industrielle (dans le secteur pétrolier et pétrochimique) ont tenté de lancer une grève pour soutenir le soulèvement de Jina, mais elles ont été rapidement réprimées et n'ont pas réussi à susciter un soutien national du mouvement ouvrier. Mais en général, le soulèvement de Jina, avec la forte présence des femmes et le rôle prépondérant du Kurdistan et du Baloutchistan, a entraîné des changements importants et perceptibles dans l'humeur politique de la société et dans l'esprit des militants et des quelques organisations qui poursuivent difficilement leurs activités sous la dictature religieuse et la répression. En ce sens, nous pouvons dire qu'ils se sont développés politiquement.

Les FEMMES ont été à l'avant-garde depuis septembre 2022. Est-ce que la lutte contre la domination sexiste et patriarcale est partagée par tous dans le mouvement actuel ?

Plus haut, j'ai partiellement répondu à cette question. Ici, il est important de souligner deux ou trois points qui peuvent donner une image plus claire de la situation. La lutte consciente contre le sexisme et la discrimination fondée sur le genre continue d'être menée par des groupes féministes/queer, étudiants et intellectuels radicaux et de gauche. Ce sont eux qui mettent en lumière et exposent les différentes formes d'oppression dans ce domaine. D'autre part, ils promeuvent différentes formes de résistance et de lutte, et formulent leurs demandes et slogans respectifs. En ce qui concerne les autres participants au soulèvement, et en général le mouvement qui se caractérise par «Femme, Vie, Liberté», nous pouvons seulement dire que la sphère d'influence de ces idées s'est élargie et que l'attention du public à leur égard est plus grande.

Le patriarcat est imbriqué dans le système capitaliste et les principes et lois de la charia, et les fondements de la famille sont encore solides et

poursuivent leur emprise visqueuse de diverses manières, notamment par la poursuite des féminicides, des crimes d'honneur et des mariages forcés et précoces (l'âge légal du mariage pour les filles est de 9 ans). Nous sommes également confrontés à une homophobie flagrante, notamment de la part de l'opposition de droite et royaliste. Mais le rôle avancé des femmes dans le soulèvement de Jina est si évident que de nombreux militants du mouvement de libération des femmes qualifient à juste titre le processus de révolution féministe en cours. Les contradictions et les motivations sociales et de classe qui sous-tendent ce mouvement général ne se limitent certainement pas à l'oppression sexuelle et de genre, mais la pointe du mouvement et la question qui défie constamment le système au pouvoir est l'oppression des femmes au sens le plus large du terme.

Compte tenu du discrédit complet du PRIX NOBEL DE LA PAIX et des controverses à son propos, y a-t-il quelque chose à dire sur l'attribution de ce prix à Mohammadi Narges ?

Le prix Nobel de la paix est un prix politique conçu en fonction des objectifs et des intérêts du système impérialiste mondial occidental, ce qui n'est pas nouveau. Parfois, ce prix est décerné à des personnalités connues et à des piliers du système en remerciement de leurs services, parfois dans l'intention d'investir dans certaines personnalités et tendances politiques en vue d'une éventuelle cooptation ultérieure, parfois pour influencer le cours de développements qui ont déjà commencé dans des régions en crise. L'objectif de l'attribution du prix Nobel de la paix n'est rien d'autre que cela. Mais cet objectif n'est pas nécessairement révélateur de la nature, de l'orientation et du destin de la personne qui reçoit le prix.

Par exemple, Narges Mohammadi, en tant que prisonnière politique qui a résisté pendant sa captivité et ne s'est pas rendue jusqu'à présent, qui a progressivement changé d'attitude et de positions réformistes et s'est rangée du côté des prisonniers radicaux et de gauche, n'est pas condamnée à devenir le porte-parole ou le porte-flambeau des politiques impérialistes de l'Occident au sein du mouvement politique iranien. Ou de devenir une seconde Ang Sun Su Kyi

et de se présenter comme candidate à la présidence en Iran à l'avenir. Naturellement, les antécédents et les positions de la personne qui reçoit le prix Nobel de la paix sont examinés à la loupe, et le prix Nobel n'est pas attribué, par exemple, à Zeinab Jalalian, une femme kurde qui est une prisonnière politique inébranlable depuis plus de 15 ans, qui, bien qu'elle souffre de maladies graves, n'a pas eu un seul jour de congé et est privée de tous les droits évidents dus à une prisonnière.

L'attribution du prix de cette année à Narges Mohammadi peut également être considérée comme un moyen pour les pays occidentaux, en particulier les Européens, de faire pression sur la RII pour qu'elle s'éloigne de la Russie et qu'elle mette fin à sa participation à la guerre en Ukraine et à ses actions déstabilisatrices dans la région du Moyen-Orient. En d'autres termes, l'objectif de la promotion de Narges Mohammadi devrait être considéré davantage comme une position contre la RII et ses activités.

Le pays subit aussi les sanctions de l'IMPERIALISME occidental, dont la France (même si le pouvoir iranien a lui aussi subi le petit impérialisme local, celui d'un « arc chiite »). Comment est vécu ce double poids, pouvoir criminel national et pouvoir impérialiste international ? Du coup, quel est le sentiment envers la Russie, ou la Chine ?

Tout d'abord, permettez-moi de dire que je ne comprends pas ce que vous entendez par petit impérialisme régional en ce qui concerne l'analyse de l'économie politique de l'Iran et la position du régime de la RII dans la division internationale du travail. Je pense que la RII est un partenaire de moindre importance dans le système capitaliste mondial. Les conditions qui ont suivi la fin de la guerre froide et l'éclosion du bloc Est-Ouest qui en a résulté ont permis à la RII et à des régimes similaires (par exemple Erdogan en Turquie) d'étendre leurs activités au-delà de leurs frontières, afin de consolider leur position et de devenir une puissance régionale. La RII est devenue active dans les traités internationaux. Elle a pu manœuvrer entre les grandes puissances. Elle est intervenue dans les pays voisins. Elle a créé des forces paramilitaires par procuration, etc. Mais ces mesures jugées nécessaires par la RII sont comme une épée à double tranchant. Plus

ces interventions sont nombreuses et flagrantes, plus les personnes qui en subissent directement les conséquences sont fortes et difficiles à repousser. Cela est également vrai pour ces pays, mais aussi pour les régimes rivaux de la région et leurs alliés impérialistes. Nous le voyons dans les développements en Irak, en Syrie et au Liban. C'est également le cas dans les relations entre le gouvernement iranien et ceux de l'Azerbaïdjan, de la Turquie, de l'Arabie saoudite et des Émirats du Golfe.

D'autre part, le soutien des gouvernements russe et chinois au régime de la RII (qu'il soit temporaire et opportuniste ou continu et stratégique) alimente immédiatement et directement les sentiments anti-russes et anti-chinois de différentes couches de la population iranienne. Malheureusement, le fait que le régime iranien se présente constamment comme un allié et un soutien du mouvement et du peuple palestinien et avec des liens politiques et logistiques étroits avec certaines organisations palestiniennes, a contribué à alimenter un discours nationaliste et anti-arabe iranien propagé par l'opposition de droite et en particulier par les royalistes. Les slogans réactionnaires tels que «Ni Gaza, ni Liban, je sacrifie ma vie pour l'Iran» que l'on entend lors des luttes de rue en sont le reflet.

« Ne SOUTENEZ pas les royalistes », nous dit-on à propos des réfugiés iraniens en France. Quelles sont donc les initiatives des militants progressistes qui mériteraient d'être mieux soutenues ?

Même si les réfugiés iraniens en France ne soulevaient pas une telle demande, les royalistes ne devraient pas être soutenus. Le fait est que l'opposition de droite, en particulier les monarchistes, a un large accès aux médias dans les pays occidentaux et dispose de son propre réseau de communication et de lobbying dans plusieurs institutions gouvernementales et civiles en Europe et en Amérique du Nord. L'Occident, dans la mesure où c'est dans son intérêt, fait pression sur la République islamique d'Iran en donnant la parole à ces forces réactionnaires de droite afin d'obtenir les concessions qu'il souhaite de la part du régime. Il s'agit d'une forme de politique de la carotte et du bâton. D'autre part, les diverses forces qui peuvent être considérées comme communistes,

révolutionnaires, radicales et progressistes sont privées de tout accès significatif aux médias et ne peuvent compter que sur la solidarité internationaliste avec les personnes qui souffrent de l'oppression et de l'exploitation du capitalisme, du patriarcat, du racisme et de la destruction de l'environnement dans des pays comme la France ; des personnes qui se soulèvent elles-mêmes, résistent et protestent pour leurs revendications. Dans ces pays, il existe la possibilité et la tradition d'une lutte organisée sous la forme de partis et de syndicats, d'associations politiques, de conseils de quartier et d'institutions civiles. Pour les personnes de la diaspora, il est à la fois possible et nécessaire de développer des relations et des liens continus avec ces organisations et de prendre part à des actions communes (non seulement pour soutenir le mouvement en Iran, mais aussi pour participer aux luttes en cours dans les sociétés occidentales).

En résumé, la réponse est que l'organisation de la solidarité internationaliste doit être poursuivie. Des initiatives sont en cours et ne manqueront pas de se développer.

Ce SOULEVEMENT populaire est un EXEMPLE et un ESPOIR pour les peuples du monde entier (par exemple pour les femmes afghanes, nos camarades de RAWA). Avez-vous un message à transmettre à tou.te.s les combattant.e.s de la liberté ?

Je ne peux pas me permettre d'envoyer un message à ceux qui luttent pour la liberté, d'autant plus que je ne parle au nom d'aucune organisation. Ceux qui se sont battus dans le sang et le feu au cours de l'année écoulée et qui continuent à se battre de différentes manières malgré le danger et la répression, ont à maintes reprises envoyé leurs messages aux peuples du monde. Ils soulignent surtout que la lutte contre l'oppression et pour la libération est une lutte commune. Nous l'avons entendu en particulier de la part des féministes et des groupes et individus de la gauche radicale. Ce sont eux qui soulignent clairement que les femmes d'Iran, du Kurdistan, du Baloutchistan et d'Afghanistan ont un destin commun et continuent de dénoncer et de s'opposer aux attaques racistes contre les immigrés afghans vivant en Iran, des attaques incitées par le régime et menées dans différentes villes.

IRAN, PAYS SEMI-FÉODAL ?

.....

*Nous avons interviewé également une autre militante iranienne,
à propos de l'Iran, des classes et des tâches de la révolution.*

Que peux-tu dire de l'Iran aujourd'hui ?

Quand on parle de l'Iran en France, souvent on imagine un pays arriéré, de montagnards et de paysans, il y a beaucoup de condescendance à l'égard du peuple iranien, c'est très propre à un pays impérialiste. Rien n'est plus faux. L'Iran est un pays riche et moderne, développé, relativement autonome économiquement grâce au pétrole et au gaz (l'énergie domestique était pratiquement gratuite, comme les transports intérieurs). Il y a une industrie lourde avec la sidérurgie à Isfahan, la pétrochimie à Chiraz, la sidérurgie du cuivre et de l'aluminium, l'énergie, l'industrie automobile, une industrie plus légère comme le textile. Et puis bien sûr l'industrie nucléaire, l'industrie de l'armement (la fourniture de missiles Shahed ou d'obus à la Russie contre l'Ukraine). De très nombreux cadres ont été formés à l'étranger et sont rentrés après la révolution de 1979. Le niveau d'éducation est très élevé (60% des femmes ont un niveau universitaire) et complètement autonome - Maryam Mirzakhani a par exemple reçu la médaille Fields de mathématique en 2014 après un cursus complet en Iran. C'est un phénomène qui s'est même accentué sous la République Islamique, c'est une demande sociale très forte. L'Iran est une très vieille civilisation, bien plus vieille que les Grecs et les Romains...

Alors est-ce correct de dire que l'Iran est un pays semi-féodal ?

Non, je ne pense pas qu'on peut dire ça. La classe ouvrière représente 25% de la population active, elle est très active socialement et politiquement avec de nombreuses grèves, la paysannerie seulement 16%, le commerce et l'artisanat environ 50%. Comme dans beaucoup de pays, la classe ouvrière vient de la paysannerie appauvrie, qui travaillait chez les grands propriétaires fonciers. Avec Truman aux USA en 1962, l'agriculture a été profondément transformée dans de nombreux pays, dans l'Iran du Shah ça a été la « révolution blanche » avec la soi-disant révolution agraire. Certains grands domaines ont été démantelés

(c'est à cette époque que Khomeiny, qui était un petit féodal, a perdu ses terres), le capitalisme a pénétré le monde agricole et de nombreux propriétaires fonciers féodaux en ont profité pour se moderniser. Les paysans ont quitté les villages et sont venus s'installer dans des bidonvilles, dans les banlieues des grandes villes, pour servir de main d'œuvre à l'industrie en plein développement. C'est le même phénomène qu'il y a eu à la fin du XIX^{ème} siècle en Europe.

Mais la population active officielle (27,5 millions de salariés) ne représente que 34% de la population (44% en France). Bien sûr, il y a la jeunesse de la population, pour laquelle les parents se sacrifient pour que leurs enfants fassent de grandes études. Mais en plus, le secteur informel est très important, surtout des femmes précaires, qui survivent par des petits boulots, et le chômage aussi est important, près de 14% des salariés.

Donc je pense que c'est vraiment un pays capitaliste. Il y en a même parmi les militants qui considéraient que ça pourrait être un pays impérialiste lui-même, vu les intérêts en Afrique, les exportations etc. Mais c'est en discussion.

Mais quand même les mollahs, le poids de la religion ?

C'est une apparence fragile. C'est le carcan idéologique mis en place pour contrôler la société, mais c'est très lié au pouvoir économique. Les Gardiens de la Révolution (Pasdarans) sont directement les milices de la grande bourgeoisie iranienne, financés et armés par elle pour défendre son pouvoir. C'est un pays d'oligarques, comme la Russie ou d'autres pays.

Il suffit de voir l'importance du soulèvement « Femmes, Vie, Liberté » pour comprendre que le rôle de l'islam chiite est au fond faible, même s'il s'impose comme un verrou sur toute la société. Quand on considère qu'une femme ne « vaut » que la moitié d'un homme (jusqu'à son salaire !!), dans un pays développé comme l'Iran, forcément ça intéresse la bourgeoisie et le gouvernement, mais forcément ça explose.

Et les relations avec l'étranger, avec les puissances impérialistes ?

L'Iran était très lié aux USA et à l'Europe (Renault avait des usines, Total était présent jusqu'en 2018, donc bien après la révolution de 1979... pour ce qui est de la France). À la suite du blocus et des sanctions, il s'est tourné vers l'Est, la Russie et la Chine, mais il conserve une autonomie importante, même si les sanctions pèsent sur la vie économique – d'ailleurs surtout sur le peuple. De toutes les façons, la bourgeoisie iranienne est une bourgeoisie bureaucratique, pas du tout une bourgeoisie nationale anti-impérialiste. Que

les sanctions se lèvent et elle s'intégrera immédiatement dans le système impérialiste mondialisé, pour en tirer le maximum de profits à son compte, en s'alliant avec telle ou telle grande puissance, selon les rapports de force mondiaux du moment. C'est d'ailleurs ce qui se passe en ce moment avec la Russie et la Chine.

En fait, ce qui manque en ce moment, c'est une analyse de classe approfondie de l'Iran d'aujourd'hui. C'est un pays capitaliste, mais il reste des tâches démocratiques, antiféodales, anti-impérialistes qu'il faut articuler avec une révolution sociale. C'est un peu l'effervescence en Iran, et c'est vrai qu'il faut construire une alternative maoïste.



OÙ EN EST LE MOUVEMENT OUVRIER IRANIEN ?

Nous publions dans cette partie trois documents intéressants, très différents et peu accessibles.

- Le premier est une plateforme du mouvement syndical indépendant qui se construit contre la république islamique. C'est une plateforme démocratique radicale assez complète, plutôt classique et pas vraiment révolutionnaire, mais qui pose nettement le socle des revendications minimales de la révolution iranienne. L'équivalent de la révolution russe de 1905 contre le tsar. Des revendications économiques, mais aussi féministes, pacifistes, internationalistes et démocratiques. C'est-à-dire un programme de lutte immédiat pour le mouvement syndical combatif en Iran, et la marque de sa vivacité. Nous avons trouvé cette plateforme sur le site de « Solidarité socialiste avec les travailleurs d'Iran », http://iran-echo.com/echo_pdf/charte_fr.pdf

- Le deuxième est un texte pour le premier Mai, journée internationale des travailleurs, d'une organisation féministe et queer « Feminists4Jina », présente dans l'émigration dans plusieurs pays. Cette organisation est par ailleurs partie prenante en France du collectif Roja, dont nous publions une interview détaillée plus haut. C'est un texte explicitement « intersectionnel », qui a l'intérêt précisément d'articuler la lutte de classes, la lutte féministe, la lutte nationale et le soutien aux immigrants afghans ou aux minorités nationales comme les Kurdes ou les Baloutches. Il est certainement confus, comme souvent dans le mouvement intersectionnel, pour définir quel est l'aspect principal de la contradiction dans un pays capitaliste, l'exploitation et le rapport capital/travail. Mais néanmoins, par son ambition, il se démarque d'une vision très économiste et étriquée de la domination capitaliste, c'est pourquoi nous avons jugé intéressant de le reproduire ici.

- Enfin, le troisième texte est une analyse détaillée de ce qu'est le « syndicalisme » officiel en Iran, via la Maison des Travailleurs. C'est en fait une réponse à cinq structures de la CGT (liées à la Fédération Syndicale Mondiale), qui n'avaient pas supporté les critiques au régime iranien et aux dirigeants iraniens de la FSM lors d'une intervention au dernier Congrès de la CGT. Ce texte est tiré d'un bulletin du secteur International de la CGT. Solidarité Socialiste Internationale avec les Travailleurs <https://www.cgt.fr/activites-internationales-40-juin-2023-special-iran>

« FEMME, VIE, LIBERTÉ! »

Déclaration portant sur les revendications présentes des organisations indépendantes syndicales et civiles d'Iran

Peuple juste et épris de liberté d'Iran,

En ce 44^e anniversaire de la Révolution de 1979, les fondements économiques, politiques et sociaux du pays sont désormais en proie à un tourbillon de crise et de désintégration de telle sorte qu'aucune perspective n'est envisageable pour y mettre fin dans le cadre du système politique existant.

C'est pourquoi depuis cinq mois le peuple opprimé d'Iran – notamment les femmes et les jeunes qui aspirent à la liberté et à l'égalité – ont fait des rues de tout le pays le cœur d'une lutte historique et décisive pour mettre fin aux conditions inhumaines. Et, malgré la répression sanglante du régime, depuis cinq mois (16 septembre 2022), elles et ils ne se sont pas arrêtés un seul instant.

Actuellement, ces manifestations massives – dont l'étendard a été hissé par les femmes, les étudiant·e·s, les enseignant·e·s, les travailleurs et travailleuses, les personnes en quête de justice, les artistes, les homosexuels, les écrivains et tous les opprimé·e·s d'Iran, dans toutes les régions du pays, du Kurdistan au Sistan et Baloutchistan – ont reçu un soutien international sans précédent. Elles relèvent d'une protestation contre la misogynie, la discrimination sexuelle, l'insécurité économique permanente, le travail forcé, la pauvreté, la misère, l'oppression de classe, ainsi que l'oppression nationale et religieuse. Tels sont les maux de notre société que la tyrannie religieuse ou non-religieuse nous imposent depuis plus d'un siècle. Ces manifestations imposantes s'inscrivent dans le contexte de vastes mouvements sociaux modernes et de l'émergence d'une génération irréductible qui est déterminée à mettre fin à un siècle réactionnaire et à relever le défi de construire une société moderne, prospère et libre en Iran.

Après deux grandes révolutions dans l'histoire contemporaine d'Iran, les principaux mouvements sociaux pionniers –notamment les mouvements des travailleurs et travailleuses, des enseignant·e·s et des retraité·e·s, ainsi

que ceux en quête d'égalité des femmes, des étudiant·e·s et des jeunes, au même titre que le mouvement contre la peine de mort –ont acquis une dimension historique et décisive pour façonner les structures politiques, économiques et sociales du pays à la fois à partir de la base et en grand nombre.

Par conséquent, ce mouvement vise à mettre définitivement fin à la constitution de tout pouvoir d'en haut et à initier une révolution sociale, moderne et humaine en vue d'une émancipation de toutes les formes d'oppression, de discrimination, d'exploitation, de tyrannie et de dictature.

Nous, les organisations syndicales et de la société civile ainsi que les institutions signataire de la présente déclaration – tout en mettant l'accent sur l'unité et les liens entre les mouvements sociaux ainsi que sur la lutte contre la situation actuelle inhumaine et destructrice – considérons les revendications présentes suivantes comme les premiers objectifs résultant des protestations majeures du peuple iranien. Elles établissent les éléments fondateurs pour de la construction d'une société nouvelle, moderne et humaine dans le pays. Nous appelons tous ceux et toutes celles qui accordent de l'importance à la liberté, à l'égalité et à l'émancipation à faire valoir ces revendications minimales dans les usines, les universités, les écoles, les quartiers, dans les rues au même titre que sur la scène internationale. Ensemble, nous pouvons faire aboutir le noble et ambitieux objectif de la liberté.

Libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers et prisonnières politiques; la fin de la criminalisation des activités politiques, syndicales et civiles; le jugement public des responsables et des agents de la répression des mobilisations populaires.

Liberté sans restriction d'opinion, d'expression, de pensée, de la presse, des partis politiques, des organisations syndicales et de masse locales et



منشور

**مطالبات حداقلی
تشکل‌های مستقل
صنّعی و مدنی ایران**



nationales, ainsi que des rassemblements, des grèves, des manifestations, des réseaux sociaux et des médias audiovisuels.

Abolition immédiate de la peine de mort, d'exécutions, des châtiments; interdiction de tout type de torture psychologique et physique.

Etablissement immédiat de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes à tous les niveaux : politique, économique, social, culturel et familial.

Abolition inconditionnelle de toutes les lois et formes de discrimination et violence à l'encontre des appartenances sexuelles et de genre; reconnaissance de la communauté arc-en-ciel des LGBTQ+. Décriminalisation de toutes les appartenances sexuelles et respect

Les lois et les dispositions fondées sur la discrimination, l'oppression nationale et religieuse doivent être abolies. Le gouvernement doit créer des modalités de financement adéquates et assurer une distribution juste et égale des infrastructures comme des ressources afin de promouvoir la culture et les activités artistiques dans toutes les régions du pays. En outre, il devrait fournir les installations nécessaires et égales pour l'apprentissage comme pour l'enseignement de toutes les langues communément parlées dans la société.

Le démantèlement des organes de répression; la limitation des pouvoirs du gouvernement; la participation directe et permanente du peuple à l'administration des affaires du pays par le biais de conseils locaux et nationaux. La révocation de tout fonctionnaire gouvernemental ou non gouvernemental par les électeurs et les électrices à tout moment devrait faire partie des droits fondamentaux des électeurs et électrices.

La confiscation des biens de toutes les personnes, entités légales, institutions gouvernementales, semi-gouvernementales et privées qui ont accaparé les actifs et la richesse sociale du peuple iranien par le pillage direct ou par des marchés gouvernementaux. La fortune obtenue par ces confiscations devrait être immédiatement utilisée pour moderniser et reconstruire l'éducation, pour le financement des retraites, pour la sauvegarde de l'environnement, et répondre aux besoins des régions ainsi que des secteurs du peuple iranien qui ont été privés d'égales opportunités et des équipements pendant les deux régimes de la République islamique et de la monarchie.

Mettre fin à la destruction de l'environnement; mettre en œuvre des politiques fondamentales pour restaurer les infrastructures environnementales détruites au cours des cent dernières années; empêcher la privatisation des biens publics (comme les pâturages, les plages, les forêts et les montagnes) qui prive le peuple de ses droits d'accès et d'usage.

Interdiction du travail des enfants et assurer que tous les enfants aient accès à l'éducation et à une vie sans privation économique ou sociale, quel que soit le statut de leur famille. Création de programmes publics de prévoyance sociale qui offrent une assurance chômage et une sécurité sociale solide à toutes les personnes en âge de travailler, ainsi qu'une éducation et des soins de santé gratuits pour tous et toutes

Normalisation des relations étrangères au plus haut niveau avec tous les pays du monde sur la

base de relations justes et du respect mutuel, en interdisant la détention d'armes nucléaires et en œuvrant pour la paix mondiale.

De notre point de vue, les revendications exposées ci-dessus peuvent être réalisées sans tarder, compte tenu des réserves et de la disponibilité de richesses naturelles potentielles et réelles dans le pays ainsi que de l'existence d'un peuple compétent, cultivé et expérimenté et d'une génération de jeunes qui sont très motivés en vue de jouir d'une vie heureuse, libre et productive. Les revendications exposées dans ce manifeste reprennent les orientations générales des revendications des signataires. Il est évident que nous les approfondirons dans la suite de notre lutte et de notre solidarité. (Déclaration publiée en persan le 15 février 2023; traduction et édition sur la base de l'anglais par la rédaction de À l'Encontre)

Le 15 février 2023.

Signataires :

Conseil de coordination des associations
syndicales des enseignant·e·s d'Iran
Union libre des ouvriers d'Iran
Union des associations étudiantes unitaires
Association des défenseurs des droits de
l'homme
Syndicat des ouvriers de la canne à sucre Haft–Tapeh
Conseil d'organisation des protestations des
ouvriers pétroliers non-temporaires
Maison des enseignants d'Iran
Eveil féminin
Voix des femmes d'Iran
Voix indépendante des ouvriers métallurgistes
du groupe national de l'aciérie d'Ahwaz
Association de défenseurs des droits ouvriers
Association syndicale des ouvriers électriciens
et métallurgistes de Kermanschah
Comité de coordination pour l'aide à la
constitution des syndicats ouvriers
Union des retraité·e·s
Conseil des retraité·e·s d'Iran
Association des étudiant·e·s progressistes
Conseil des étudiant·e·s libres-penseurs d'Iran
Syndicat des ouvriers peintres en bâtiment de la
province de l'Elbourz
Comité de soutien à la fondation de syndicats
ouvriers d'Iran
Conseil des retraités de la Sécurité sociale

DÉCLARATION DES FÉMINISTES POUR JINA À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

.....

En ce 1^{er} mai 2023, Journée internationale des travailleurs, près de huit mois après le meurtre de Jina (Mahsa) Amini par l'État iranien, nous sommes guidés par la croyance en la possibilité de construire «un nouveau monde d'égalité»¹ et par le soulèvement révolutionnaire de ceux qui sont en marge contre le centre, qui se poursuit, ainsi que par les cris et les bruits de ce soulèvement révolutionnaire qui peuvent être entendus «des maisons aux usines, des écoles aux rues»².

Parallèlement à la résistance continue des femmes et des personnes transgenres, qui sont conscientes de leur droit à leur corps, en vue d'établir «le droit de choisir ce que nous portons», et à la lutte des familles contre les attaques chimiques sur les écoles de filles, nous assistons cette année à l'une des plus vastes grèves de travailleurs dans tout l'Iran.

Des grèves nationales d'infirmières, du personnel médical et de travailleurs, en particulier dans les secteurs du pétrole, du gaz et de la pétrochimie, sont en cours dans de nombreuses villes et dans plus d'une centaine d'entreprises contractantes. Des salaires justes, le paiement des arriérés de salaires, la garantie de la sécurité au travail et la sécurité de l'emploi figurent parmi les revendications les plus fondamentales. Néanmoins, à la veille de la journée internationale du travail, en guise de première réponse aux grèves, plus de quatre mille

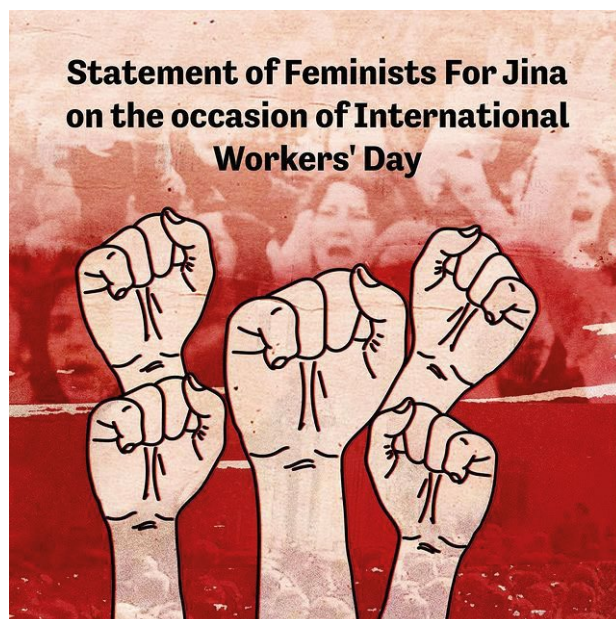
travailleurs du projet South Pars³ ont été licenciés et quinze militants syndicaux ont été arrêtés. Ces faits sont sans compter les meurtres silencieux et quotidiens de Koulbar(s) et Soukhtbar(s) (travailleurs transfrontaliers employés pour transporter des marchandises et de l'essence dans l'ouest et le sud du pays), dont la vie, le travail et la mort sont une preuve évidente de l'exploitation de classe, d'ethnie et de genre dans les régions marginalisées de l'Iran. En outre, il convient de souligner la

souffrance quotidienne des immigrés afghans, main-d'œuvre bon marché dans le bâtiment, les ateliers et les maisons, qui sont victimes à la fois de l'exploitation et du racisme.

Outre l'organisation de grèves et la connexion des vagues de grèves, ce qui est le plus visible, c'est l'entrelacement des voix et des revendications de classe avec les revendications féministes. Cette multiplicité de facettes

et de voix a été correctement répercutée dans les diverses déclarations, chartes et slogans qui ont été publiés jusqu'à présent. Aujourd'hui, «Femme, Vie, Liberté» est devenu le slogan d'une révolution où les questions des femmes et de genre sont devenues visibles dans toutes les couches et classes sociales, et la force de cette révolution réside dans le fait de rester dans ce continuum.

L'oppression sexuelle n'est pas séparée de l'oppression de classe ; elle est à la base de la propagation de



.....
1 Phrase tirée d'un chant révolutionnaire de femmes iraniennes.

2 Phrase tirée de slogans révolutionnaires

.....
3 [NdIR] Méga projet gazier, dont l'opérateur et l'actionnaire principal devait être Total, avant son retrait en 2018

la pauvreté. La structure idéologique et capitaliste du régime islamique autoritaire d'Iran repose sur la définition d'une dualité homme/femme et sur l'attribution du travail reproductif (travail de soins) aux femmes, tout en le dévalorisant, et du travail productif ayant une valeur économique aux hommes.

Les politiques du régime patriarcal se traduisent par un appauvrissement et une pauvreté toujours plus grande. Ces politiques comprennent des privatisations effrénées, le maintien d'une économie basée sur le pétrole, le pillage des ressources naturelles, une corruption financière rampante à tous les niveaux du gouvernement, en particulier au sein du CGRI, l'absence de toute loi et de toute structure de soutien pour les travailleurs, ainsi que l'arrestation et la répression des syndicats et des militants syndicaux. L'un des résultats de ces politiques, est l'expansion du travail précaire, afin de supprimer les fonds de pension et d'assurance, qui joue un rôle important dans la création d'emplois féminins dits à bas salaires. L'apartheid de genre qui prévaut et la violence sexuelle et de genre, en particulier sur le lieu de travail et l'imposition du hijab obligatoire, ont rendu les espaces publics et de travail limités et peu sûrs pour les femmes et les personnes transgenres. En outre, dans certaines régions, elles ont été complètement exclues du travail rémunéré et salarié. La mort déchirante de Marzieh Taherian, une ouvrière d'une usine textile dont le voile s'est coincé dans une machine et a entraîné sa tête dans la machine, n'a pas été oubliée.

Selon l'un des rapports du Centre iranien de statistiques, le taux de participation économique des femmes à la fin de l'été 2022 était d'environ 13,7 %, ce qui représente une baisse d'environ 4 % depuis le début de la crise de Corona. Pendant la pandémie de Covid en Iran, 75 % des travailleurs qui ont perdu leur emploi étaient des femmes. Tous ces éléments montrent que les femmes sont systématiquement exclues du marché du travail et qu'une femme qui n'a pas accès au marché ne peut jamais négocier son revenu ou revendiquer son droit à un salaire équitable. En conséquence, le chômage et les emplois informels tels que la vente de produits dans les rues ou le travail au domicile des gens et toutes sortes de travaux criminalisés sont imposés aux femmes et aux personnes transgenres, ce qui conduit à la féminisation de la pauvreté.

Les politiques de croissance démographique qui limitent et interdisent l'accès aux contraceptifs

et à l'avortement, ainsi que les coûts élevés des garderies et les horaires scolaires limités, d'une part, et le manque de centres et d'installations de soins pour les personnes âgées, d'autre part, limitent l'emploi des femmes et les transforment en infirmières non rémunérées. La privatisation des secteurs de la médecine et de l'éducation empêche de nombreuses personnes d'accéder à ces services. En même temps, ce sont les femmes qui souffrent le plus, car lorsque l'accès aux soins et aux services médicaux est bloqué, la charge de la compensation retombe sur les femmes.

Reconnaître et admettre que l'oppression de genre et l'oppression de classe sont intimement liées, c'est poursuivre le chemin de «la femme, la vie, la liberté». L'égalité des sexes et le droit au corps, dont la liberté vestimentaire n'est qu'une petite partie, sont liés à la question des salaires et à la présence des femmes sur le marché du travail. Par conséquent, la solidarité effective et pratique de leurs camarades - principalement des hommes - avec les femmes qui travaillent et les personnes homosexuelles est d'une grande importance. La libération de tout type d'oppression n'est possible qu'à travers l'organisation et la transformation structurelle, car tous les types d'oppression sont liés les uns aux autres comme une chaîne. Nous ne cesserons pas de lutter tant qu'il n'y aura pas de révolution fondamentale dans les structures politiques, sociales et économiques de la société, parce que «nous n'avons rien d'autre à perdre que nos chaînes»⁴ et parce que la résistance, c'est la vie.

<https://feminists4jina.net>



.....

⁴ Citation, avec quelques modifications, de la dernière phrase du Manifeste communiste

MISE AU POINT DE « SOLIDARITE SOCIALISTE AVEC LES TRAVAILLEURS EN IRAN » SUITE AU COURRIER

Extrait de « Actualités Internationales » n°40,
bulletin d'information de l'espace international de la CGT, juin 2023.

Paris, le 31 mai 2023

Cher.es camarades,

Suite à l'intervention de notre représentante au 53^e congrès de CGT, deux fédérations et trois unions départementales de la CGT, affiliées à la FSM, ont publié une adresse à Pambis Kyritsis, secrétaire général de la FSM¹. Les auteur.es de cette adresse protestent contre les propos concernant l'Iran et la FSM dans l'intervention de notre représentante, et demandent au secrétaire général de la FSM de leur adresser des documents « circonstanciés » « par courrier interne ». Tout d'abord, les propos violents et peu courants utilisés dans ce courrier nous sidèrent. Notre camarade est accusée d'avoir :

- « gravement calomnié la FSM sur son comportement et ses orientations en Iran »,
 - « diffamé suffisamment la FSM pour présenter les organisations affiliées que nous sommes, comme infréquentables et dans l'erreur ».
- Et les signataires poursuivent de façon menaçante : « de telles calomnies ne peuvent rester impunies ».

Ces éléments de langage nous choquent. Ils ne sont pas sans rappeler la rhétorique de certains États tyranniques qui qualifient toute contestation politico-sociale de calomnie et de complot orchestré par l'adversaire, et méritant punition. Mais au-delà de ces écrits, il est très inquiétant de constater le niveau d'ignorance d'éminent.es responsables de la CGT concernant l'Iran. Pourtant, une grande organisation mondiale comme la FSM n'est certainement pas à court d'informations sur le fonctionnement de la République islamique d'Iran, notamment en ce qui concerne le monde du travail et en particulier ses institutions et organismes, dont la « Maison des travailleurs »

et ses dirigeants. En la matière, cela fait des années que différentes associations de défense des travailleurs/euses d'Iran informent la FSM, ainsi que les organisations syndicales la composant. De plus, peu de gens ignorent aujourd'hui les pratiques du régime islamique d'Iran et l'ampleur de l'oppression qu'il exerce sur sa population.

Néanmoins, l'importance de certaines questions soulevées lors de l'intervention de notre camarade au congrès de la CGT et ses impacts au sein de cette organisation nous engage à détailler nos arguments - notre « calomnie » - ce qu'elle n'a pas pu faire à la tribune du congrès par manque de temps. Nous considérons qu'outre les Fédérations et UD signataires de l'adresse à Pambis Kyritsis, nous devons informer, le plus pleinement possible, tous les membres de la CGT sur les sujets abordés par notre représentante au 53^e congrès de la CGT. C'est pour cette raison que nous demandons à l'Espace International de la CGT de diffuser le présent article, ainsi que les documents ci-joints, auprès de tous les syndicats de la CGT.

LA « MAISON DES TRAVAILLEURS » D'IRAN, DE QUOI S'AGIT-IL ?

L'origine de la « Maison des Travailleurs » (MT) remonte à l'époque du Chah, le dernier roi d'Iran renversé par la révolution de 1978-1979. Elle regroupait à cette époque un certain nombre de syndicats étatiques et d'associations professionnelles inféodées au pouvoir, et sans réelles activités.

Quelques mois avant la chute du régime monarchique en février 1979, des militant.es ouvriers/ères révolutionnaires et des activistes de gauche ont arraché la MT des mains des institutions liées au pouvoir, et ont pris son contrôle. Lorsque les luttes de masse et de classe montaient en puissance, les comités de grève se développaient et les structures

¹ <http://ouvalacgt.over-blog.com/2023/05/la-cgt-l-iran-et-la-fsm.html>

d'auto-organisation des travailleurs/ euses se formaient. Ainsi le siège de la MT de Téhéran est devenu un centre de rassemblement des militant.es ouvriers/ères, des chômeurs/ euses, des intellectuel.les et des révolutionnaires de gauche. Par la suite, les nervis islamistes qui se préparaient à prendre la place du régime monarchique ont tenté plusieurs fois, en vain, de la conquérir. Finalement, quatre mois après la prise du pouvoir par la contre-révolution islamiste et l'avènement de la République islamique, les hommes de main du nouveau régime ont pu s'en emparer par la violence. Parmi ces hommes se trouvait Alireza Mahjoub, actuel vice-président de la FSM. Plus tard, des assaillants étroitement liés au clergé dominant, encadrés par les forces de renseignement et de sécurité du nouveau régime, et adoptés par la grande et petite bourgeoisie, ont été investis de leur mission fondamentale se focalisant sur le renseignement et la répression : faire face aux protestations des travailleurs/euses, et empêcher la constitution de syndicats et autres organisations professionnelles indépendantes afin de réorganiser l'exploitation de la force du travail, et ainsi procéder à la consolidation du nouveau régime.

LA MT N'EST PAS UNE ORGANISATION SYNDICALE

La « Maison des travailleurs » était au départ une succursale (branche ouvrière) du parti au pouvoir, le Parti de la République Islamique. Après l'auto-dissolution de fait de ce parti en juin 1987, les chefs de « Maison des travailleurs » ont fondé le Parti islamique du travail.

Dès le départ, jusqu'à aujourd'hui, trois personnes dirigent le comité central de la MT :

- Ali Rabi'i, secrétaire général de 1979 à 1989,
- Hossein Kamali, actuel secrétaire général du Parti islamique du travail, de 1989 à 1990.
- Alireza Mahjoub (actuel vice-président de FSM) qui a remplacé Hossein Kamali en 1990, et occupe depuis le poste de secrétaire général (depuis déjà 33 ans).

La MT sert de marchepied à ses dirigeants pour s'installer aux leviers du pouvoir.

- Ali Rabi'i a été promu, entre autres, vice-ministre du Renseignement et de la Sécurité, puis chef des Renseignements des Gardiens de la révolution (Sepah) dans plusieurs régions, ministre de la Coopération, du Travail et des Affaires sociales (2013-2018), porte-parole du gouvernement (2019-2021).
- Hossein Kamali, secrétaire général du parti

islamique du travail, était aussi député durant trois législatures et promu ministre du Travail des Affaires sociales (1989-2001).

• Quant à Alireza Mahjoub, il a été député durant six législatures. Il occupait en même temps le poste de secrétaire général de la MT - Il faut rappeler que les élections ne sont pas libres en Iran. Il a été désigné conseiller du Premier ministre en 1981, ainsi que conseiller et inspecteur général du président de la République en 1990.

La MT est administrativement et officieusement reconnue comme un parti politique en Iran. Ses statuts relèvent aussi de la catégorie des partis politiques. Dans la rubrique « À propos de nous » de la page d'accueil de son site officiel, elle se présente ainsi :

« Afin d'atteindre les nobles objectifs de l'islam pur, la MT est établie comme une organisation qui croit au gouvernement du docte et obéit à la Constitution, pour guider et organiser les forces défendant les droits des démunis et des opprimés. Ceci pour atteindre les objectifs de la Constitution de la République islamique d'Iran afin de créer les conditions nécessaires pour que les travailleurs s'auto-construisent spirituellement, politiquement et socialement pour participer activement à la direction du pays, à la poursuite de la révolution islamique et du système de la justice divine, à l'exécution des décrets de Dieu et à la poursuite du chemin de l'Imam Khomeiny « paix à son âme », dans les domaines industriels, culturel, économique et social, et ce jusqu'au retour de Hazrat Mahdi (l'imam caché) ».

En effet, la MT n'est pas un syndicat mais un groupe politico-idéologique. De ce seul fait, elle n'a pas vocation de faire partie d'une organisation syndicale internationale ou mondiale.

LA MT EST UN APPAREIL À CARACTÈRE COERCITIF AU SERVICE DE L'ÉTAT

La MT est un dispositif politico-idéologique du pouvoir. Ses activités principales consistent à faire en sorte que des organisations syndicales indépendantes de l'État et du patronat ne soient pas formées ou en mesure de fonctionner.

Les travailleurs/euses qui bravent les interdictions dont l'observation est contrôlée par la MT sont menacés de licenciement et sont la cible d'un harcèlement quotidien, de persécution, d'emprisonnement, de violences physiques, etc.

Mais en dépit de la répression, diverses organisations indépendantes de travailleurs/euses se sont formées et luttent pour faire avancer leurs revendications, pour que le droit de s'organiser s'impose de fait, et pour que le droit à la grève soit obtenu. En 2005, à la suite de la reconstitution du syndicat indépendant de la régie du transport de Téhéran et sa banlieue (Vahed), les hommes de la MT sur l'ordre de Alireza Mahjoub, en compagnie des forces de sécurité, ont pris d'assaut une réunion du syndicat, ont battu violemment les syndicalistes et les ont fait arrêter. C'est dans ces conditions que le Syndicat des travailleurs/euses de la régie du transport de Téhéran et de sa banlieue, et bien d'autres organisations indépendantes telles que les Associations professionnelles d'enseignant.es, Unions des retraité.es, Syndicat des travailleurs/euses de la sucrerie de Haft Tapeh, l'Union libre des travailleurs/euses d'Iran... continuent leur combat coûte que coûte. Il est évident que réprimer les syndicalistes et empêcher les travailleurs/euses de s'organiser librement et faire grève, renforce la détermination du patronat à maintenir les mauvaises conditions de travail et les salaires de misère. C'est ainsi que la MT participe, avec les Conseils Islamiques du travail (conseil mixte salarié.es/patronat), au renforcement d'un pouvoir ultralibéral et dictatorial. La participation même de la MT à la FSM est donc contraire aux statuts de cette organisation, et encore plus en ce qui concerne le poste de son vice-président. Pour rappel, l'article 1 des statuts de la FSM stipule « *La FSM est ouverte à toutes les organisations syndicales qui représentent et luttent pour les intérêts des travailleurs et acceptent les présents statuts...* ».

Cet article (comme bien d'autres) est-il une bagatelle, ou la FSM prétend-elle vraiment que la MT est une « organisation syndicale qui représente et lutte pour les intérêts de travailleurs » en Iran ?

LA MT EST AU SERVICE DES INTÉRÊTS DU PATRONAT

La FSM souligne dans tous ses documents, son hostilité au capitalisme et ses méfaits. Mais elle accueille chaleureusement en son sein Alireza Mahjoub, le grand serviteur d'un capitalisme déchaîné qui sévit en Iran. Car, c'est sous le regard favorable de la MT que le contrat d'embauche ultra-précaire - dit blanc - a été instauré. Grâce à ce « contrat » le patron peut licencier le/la salarié.e à tout moment et sans justification (il faut

savoir que 93 % des ouvriers/ières en Iran sont embauchés sous de tels « contrats »).

La répression des contestations, des grèves, et des associations indépendantes, qui laisse les travailleurs/euses sans défense, servent à maintenir les salaires et conditions de travail au plus bas possible, au profit du patronat.

Mais ce n'est pas la seule façon dont la MT offre ses services au patronat : son président, Alireza Mahjoub, durant ses six mandats successifs au Parlement islamique (1996-2020), était aux commandes de la Commission des Affaires sociales de ce parlement. Cette commission a une part active dans le processus d'adoption des lois visant à renforcer les pouvoirs des patrons au détriment des droits de salarié.es, la déréglementation et les privatisations. En 1990, Alireza Mahjoub a été également promu conseiller et inspecteur spécial du président de la République de l'époque, Hachemi Rafsandjani. Etre conseiller social de Rafsandjani, le père du néolibéralisme à l'iranienne, en dit long sur les missions remplies par Alireza Mahjoub.

LA MT PROMeut LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE

Dans les objectifs des statuts de la FSM, il est précisé que cette organisation est « pour l'élimination du racisme, du sexisme et de toute autre forme de discrimination ». La question est de savoir :

- si la FSM et les auteur.es du courrier à l'adresse de son secrétaire général considèrent que la MT et ses dirigeants adhèrent à ces valeurs,
- si les représentants d'un État structuré par les discriminations liées au sexe, à l'ethnie, à l'origine nationale, à la religion, à l'opinion, etc., répondent favorablement aux objectifs affichés de la FSM,
- s'il est conforme aux principes déclarés de la FSM d'offrir un siège de vice-président au dirigeant d'une bande de réactionnaires confirmés qui promeut des slogans racistes et xénophobes contre les travailleurs/euses afghan.es réfugié.es en Iran.

INFORMER LES SYNDICATS À PROPOS DE LA MT N'EST PAS UN DÉLIT

Est-ce une calomnie de dire qu'il est inadmissible d'accueillir dans une organisation syndicale mondiale celles et ceux qui ne sont ni représentant.es

d'une organisation syndicale (même jaune), ni ne reconnaissent le droit de constituer de syndicats, et qui ont recours à la force contre toute tentative de constituer une entité syndicale ? S'indigner du fait que l'un des protagonistes de la répression antisyndicale en Iran soit confortablement installé à la FSM et même promu vice-président relève-t-il d'un complot contre les syndicalistes français.es membres de la FSM ?

Est-ce un délit de rappeler qu'il est contraire aux statuts et aux déclarations de la FSM d'admettre en son sein et à sa présidence des éléments clés d'un État criminel et anti-travailleurs/euses ? Cela mérite-t-il une « punition » ?

IMPACTS DE LA RECONNAISSANCE DE LA MT PAR LA FSM

Il ne faut pas oublier que la promotion attribuée par la FSM à Alireza Mahjoub a des retombées indéniables en Iran. Elle contribue à préserver la mainmise de la MT sur le sort des travailleurs/euses, et à accréditer les politiques répressives de la République islamique d'Iran à l'encontre des travailleurs/euses et de leurs organisations indépendantes.

Il est important de rappeler aussi que :

- la période 2021-2022 a enregistré un nombre record de grèves et d'actions de protestation de travailleurs/euses à l'échelle nationale en Iran,
- cette mobilisation sociale a fait face, au cours du mois de mai 2022 (date de l'élection d'Alireza Mahjoub à la vice-présidence de la FSM) à une vague massive de répression qui a mené des syndicalistes en prison.

Il ne faut pas oublier non plus qu'au même mois de mai 2022, un peu après la promotion d'Alireza Mahjoub, le Guide suprême a tenu un discours devant des associations inféodées au régime « pour célébrer le Travail ». Au cours de ce discours il a évoqué des « provocations » ouvrières qui durent depuis la révolution de 1979. Il a également glorifié la répression des années 1980 à l'encontre de ces « provocations » (à savoir la grande répression sanglante des années 1980).

Les organisations syndicales indépendantes de travailleurs/euses d'Iran considèrent, à juste raison, que la décision de la FSM de promouvoir Alireza Mahjoub, est dirigée contre les intérêts du mouvement ouvrier et des travailleurs/euses.



POSITIONS DE L'OCML-VP

IRAN : UN RÉGIME QUI PEND SA JEUNESSE EST DÉJÀ MORT !

Déclaration de l'OCML-VP à l'occasion du rassemblement du 21 janvier

Nous avons participé au rassemblement appelé par le collectif @Roja Paris, et avons préparé cette déclaration pour l'occasion

Les femmes iraniennes ont relevé la tête en jetant le voile à la poubelle, voile imposé par les religieux intégristes et symbole de leur oppression. Elles ont montré l'exemple avec le mouvement « Femmes, Vie, Liberté ».

Après 45 ans de ténèbres, après plusieurs soulèvements, le peuple iranien se soulève à nouveau contre l'oppression et la dictature. Après avoir renversé la dynastie assassine des Pahlavi, fidèle relais des impérialistes occidentaux, voilà qu'il s'apprête à mettre à bas le régime sanguinaire des mollahs.

Celui-ci ne sait réagir que comme une bête fauve traquée, et réprime encore plus en emprisonnant et en exécutant. Mais on ne peut empêcher le printemps, comme le dit l'appel à ce rassemblement, et l'avenir appartient à la jeunesse et au peuple.

L'enjeu maintenant est de ne pas chasser une domination pour la remplacer par une autre. Il ne s'agit pas de chasser les mollahs pour mettre en place un régime pro-russe ou pro-occidental, ni même pro-chinois. L'enjeu pour le peuple iranien, c'est la liberté véritable, c'est-à-dire d'être débarrassé de toutes les dominations et de tous les exploiters.

L'Iran est un pays de très longue et riche histoire,

culturelle, sociale et aussi politique. C'est un pays où la classe ouvrière est nombreuse et forte (plus de 25% de la population active), et même sous la botte de la dictature, dans le pétrole et le gaz, dans l'industrie, de nombreuses grèves ont eu lieu ces dernières années. Après le soulèvement anti-royaliste de 1979, récupéré et dévoyé par les mollahs (à l'époque soutenus par toute la gauche officielle française, il faut le rappeler), après la répression qui a envoyé en prison et tué des dizaines de milliers d'opposant.e.s, l'heure est à reconstituer une véritable force révolutionnaire, laïque, démocratique, anti-impérialiste qui ouvre le chemin à une véritable révolution sociale en Iran.

L'OCML Voie Prolétarienne salue le courage des femmes iraniennes qui se sont soulevées pour briser la domination patriarcale, qui ont brisé les chaînes de la domination.

L'OCML Voie Prolétarienne salue le soulèvement du peuple iranien, lui apporte son soutien anti-impérialiste chaleureux et s'opposera de toutes ses forces aux futures ingérences impérialistes, en particulier françaises, qui ne manqueront pas d'avoir lieu.

L'OCML Voie Prolétarienne, organisation maoïste en France, soutiendra de toutes ses forces les organisations véritablement anti-impérialistes, qui aspirent à la libération des femmes, de la classe ouvrière et du peuple iranien !

QUE DISAIT L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE EN 1979 ?

.....

D'abord, notre organisation existait déjà, et elle a survécu.

Ensuite, contrairement à toute la prétendue gauche officielle, du PCF à la LCR (ancêtre du NPA), nous avons toujours refusé à l'époque de soutenir les mollahs, pour maintenir un point de vue prolétarien et communiste sur la révolution iranienne. Nous tentions d'établir des relations avec les marxistes-léninistes iraniens de l'époque, aujourd'hui disparus comme Peykar, ou qui ont glissé ensuite dans la social-démocratie comme Komala.

L'histoire nous a malheureusement donné raison à 100%, mais tous les opportunistes qui aujourd'hui se font les chantres de la révolte « Femmes, Vie, Liberté » devraient se pencher sur ce qu'ils ont défendu à l'époque

Nous avons publié une brochure en Décembre 1978, avant donc la chute du Chah, où nous écrivions :

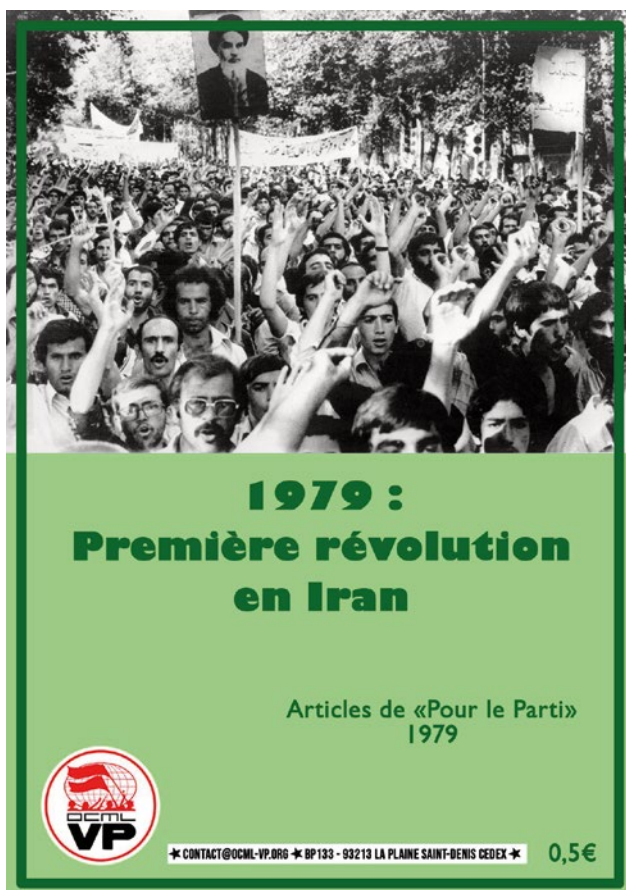
« Toutes ces couches petites et moyennes bourgeoises ont donc profondes raisons d'être hostiles au Shah et à l'impérialisme. La puissance de l'organisation religieuse, traditionnellement influente et liée au peuple, lui a permis de se porter à la tête de leur mouvement. Par son intransigeance à égard du Shah, Khomeini a acquis un prestige indéniable et représente assez bien ce courant de la bourgeoisie nationaliste. Mais son programme reste particulièrement vague : un «Etat islamique», la restauration de «l'indépendance nationale», sans que soient jamais précisées les

mesures concrètes qui seront prises. Au fond Khomeini veut le départ du Shah, mais après il est tout prêt à s'entendre avec la bourgeoisie libérale pour briser la poursuite de la révolution.

Il suffit de constater la vigueur de l'anti-communisme chez les chefs religieux, y compris Khomeini, pour comprendre que la direction qu'ils exercent actuellement est une faiblesse et non une force du mouvement. Ceux qui disent «les

chiites sont révolutionnaires», ils sont «progressistes», trompent le peuple et trahissent l'avenir du mouvement. Que la petite bourgeoisie nationaliste et les religieux luttent contre le Shah : c'est une excellente chose. Mais leur opposition est instable et limitée, ne s'agit pour eux que de rechercher une voie capitaliste plus efficace qui tiennent mieux compte des intérêts nationaux iraniens (qui sont finalement avant tout les intérêts de la bourgeoisie iranienne). Certes un développement du capitalisme iranien et de la démocratie bourgeoise ne seraient pas négligeables du point de vue

du progrès historique dans un pays encore arriéré comme l'Iran aujourd'hui. Mais il faut dire que ce développement sera de toute façon très limité par l'impérialisme, dont aucune révolution bourgeoise ne pourra débarrasser l'Iran (car entre nations bourgeoises ce sera toujours le rapport de force entre capitaux qui restera déterminant et aujourd'hui les impérialistes occupent les marchés).



Certes les communistes aussi doivent mettre soigneusement en garde le prolétariat français contre tout chauvinisme. Il faut reconnaître la «légitimité» du sentiment national dans un pays comme l'Iran opprimé depuis si longtemps par l'impérialisme. Lénine parlait de **«l'obligation de faire preuve d'une prudence et d'une attention particulière à l'égard des survivances du sentiment national»** dans ces pays et du **«devoir de faire certaines concessions dans le but de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés»**¹.

Mais cela ne saurait faire oublier aux communistes leurs principes essentiels. Notamment : Jamais les communistes ne doivent manquer à leur devoir de

rappeler au prolétariat iranien que Khomeini et la bourgeoisie nationale sont tous prêts à se rallier à la bourgeoisie libérale et au Front National en échange du départ du Shah. De rappeler que l'impérialisme américain est tout prêt à accepter cette solution, même si pour le moment il a peur d'y laisser quelques plumes. Quant à l'impérialisme russe, cela lui convient aussi : le parti Toudeh lutte déjà dans le sens de cette «Union Nationale». Même l'impérialisme français s'y prépare en accordant ses faveurs à Khomeini. (...) »

Une plaquette des articles de 1979 de notre journal « Pour le Parti » de l'époque vient d'être publiée. Disponible en ligne sur notre site, ou en format papier sur demande à notre Boîte Postale.

.....

1 Lénine : « Ebauches de thèses sur la question nationale »



youtube.com/@ocmlvoieproletarienne351

43



OCML Voie Proletarienne

@ocmlvoieproletarienne351

Organisation Communiste Marxiste-Léniniste Voie Proletarienne >



Chant d'Octobre



La longue marche de la Révolution chinoise



Cet exemplaire numérique fait partie d'une collection en ligne. Merci de soutenir sa parution.

IL Y A 130 ANS NAISSAIT MAO ZEDONG

UNE JEUNESSE REBELLE

Le camarade Mao Zedong est né le 26 décembre 1893 à Shaoshan dans la province du Hunan. C'était il y a 130 ans. À l'époque la Chine est la proie des puissances impérialistes qui se partagent le monde : la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie, les USA et le Japon cherchent à y conquérir des sphères d'influences pour mettre la main sur les richesses mais aussi sur de nouveaux marchés. La Grande Bretagne y a ainsi mené deux guerres entre 1839 et 1860 pour pouvoir écouler l'opium produit en Inde et plonger des millions de Chinois dans une dépendance sordide. La proie est d'autant plus alléchante qu'elle est fragile : l'Empire plusieurs fois millénaire est en train de s'effondrer. Les gouvernants autour de l'Impératrice Tseu Hi (Ci Xi¹) , otages d'une aristocratie oisive qui refuse tout changement, n'arrivent pas à mener les réformes nécessaires pour moderniser le pays et y développer le capitalisme. Ils tentent de survivre en jouant un jeu de balancier entre des forces qui les dépassent : ainsi l'impératrice en appelle aux Anglo-britanniques pour briser le soulèvement paysan anti-féodal des Taipings (1851-64), avant d'appuyer la société secrète des Boxers qui déclenche la guerre contre les Occidentaux en 1898. En 1911, le docteur Sun Yat-Sen (Sun Yixian) prend le pouvoir à Pékin (Beijing) avec son parti Guomindang et proclame la république.

.....

¹ Les noms propres entre parenthèse indiquent la transcription moderne (pinyin), telle qu'on peut la trouver dans les publications chinoise en français.

Mao a alors 18 ans, c'est le fils d'un paysan aisé qu'il décrira plus tard comme un tyran qui maltraitait sa mère et ses ouvriers agricoles. Il se rebelle d'abord contre lui puis s'enthousiasme pour la révolution de 1911 et s'engage dans les troupes républicaines de son Hunan natal. Pour la première fois il a l'occasion de se lier avec des paysans pauvres. Mais il est rapidement déçu, car Sun Yat-Sen est incapable d'étendre son autorité sur le pays, partagé entre différents chefs de milices (seigneurs de guerre) alliés aux puissances impérialistes. Sun Yat-Sen ne cherche pas à mobiliser les campagnes et préfère chercher le compromis avec son principal adversaire, le seigneur de guerre Yuan Shikai. « Juste au moment où les Hunanais se préparaient à agir, Sun Yat-sen et Yuan Shikai parvinrent à un accord et la guerre programmée fut annulée ».

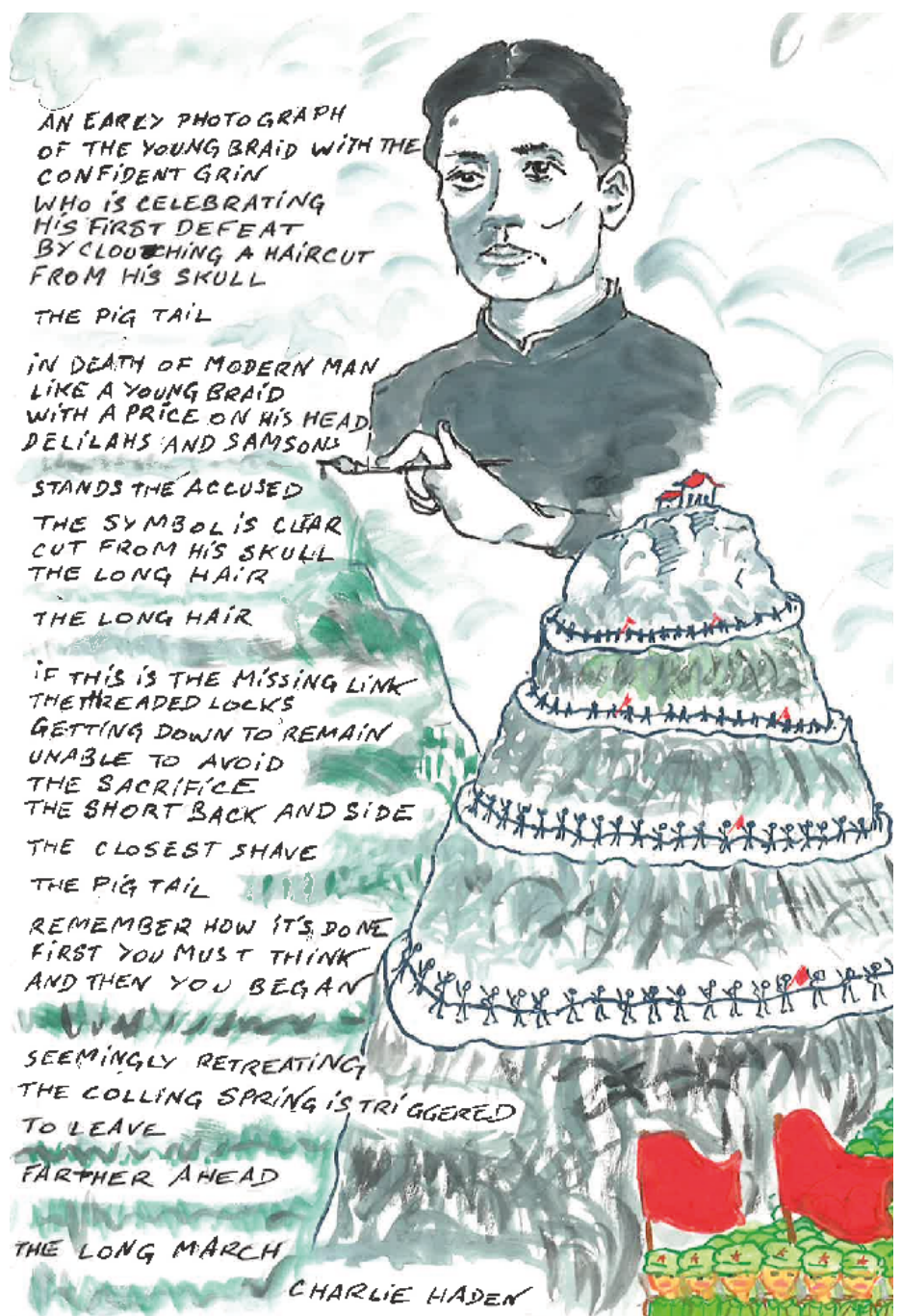
En 1919, il part pour Pékin, où il devient bibliothécaire à l'université. Il arrive juste à temps pour assister au Mouvement du 4 Mai, une révolte étudiante pour l'indépendance nationale et contre la culture traditionnelle. Il se lie avec les cercles anarchistes qui jouent un rôle important dans le mouvement, lit Bakounine et Kropotkine. Il dira plus tard en riant qu'il a quitté les anarchistes parce qu'ils étaient devenus végétariens militants et que c'était trop en demander à un fils de paysan comme lui. Il se rapproche à partir de 1920 du marxisme, professé désormais par deux anciens leaders du 4 mai Chen Duxiu et Li Dazhao, qui fondent le Parti Communiste Chinois en 1921.

ESSOR DU PARTI COMMUNISTE ET GUERRE CIVILE

De 1917 à sa mort en 1924, Sun Yat-Sen tente depuis Canton (Guangzhou) d'unifier la Chine, il reçoit l'aide militaire de la jeune Russie soviétique. En retour, il s'appuie sur les communistes chinois pour organiser les ouvriers et les paysans. Le jeune Parti de 1921 qui comptait à sa fondation pas plus d'une quinzaine de membres devient rapidement une force capable de concurrencer le Guomindang. Tchang Kai-Chek (Jiang Jieshi), le successeur de Sun Yat-Sen, voit cette situation d'un très mauvais œil, d'autant que les Unions Paysannes impulsées par les communistes ont commencé à partager les grandes propriétés foncières de la province de Guangdong et que les syndicats ouvriers se font de plus en plus remuants. Pour rassurer les propriétaires terriens et donner des gages aux impérialistes qui s'inquiètent de sa capacité à gérer le pays dans le sens de leurs intérêts, il organise une répression antisyndicale qui vire rapidement au massacre à Shanghai en mars 1927.

À l'époque, Mao Zedong va s'opposer à la fois à la ligne officielle de l'Internationale communiste, qui prône une alliance avec une fantomatique aile gauche du Guomindang, et aux trotskistes partisans l'insurrection urbaine immédiate et il va tirer les conséquences de l'échec sanglant de l'insurrection ouvrière de Canton en décembre 1927. Dans un pays où la classe ouvrière ne forme encore que 2 ou 3% de la population, il définit une stratégie nouvelle où la paysannerie sera la force principale de la Révolution et le prolétariat sa force dirigeante. Le

Parti l'envoie mettre ses idées en pratique en organisant une armée révolutionnaire dans son Hunan natal. C'est là qu'il élabore la stratégie de guerre populaire prolongée qui fait rapidement ses preuves : les zones libérées font tache d'huile et se transforment en quelques années en une République Soviétique Chinoise de dix millions d'habitants. Au bout de cinq campagnes militaires mobilisant un million de soldats, Tchang Kai-Chek parvient à encercler les communistes en 1934. Contre l'avis du Comité Central de son Parti, Mao décide d'une retraite de 10 000 kilomètres vers le Shanxi. Cette « Longue Marche » durera un an et permettra de diffuser le message révolutionnaire d'un bout à l'autre du pays



« l'Armée rouge ne se bat pas pour se battre, mais uniquement pour faire de la propagande parmi les masses, pour organiser les masses, pour aider les masses dans l'établissement d'un pouvoir politique ».

En 1937, les Japonais envahissent le pays, le Parti Communiste lance le mot d'ordre de Front Uni. Tchang Kai-Chek est kidnappé par ses propres généraux qui l'obligent à négocier avec Mao. Le Parti Communiste prend la tête de la lutte de libération. Il sort renforcé de la victoire contre le Japon. Face au Guomindang, inefficace, corrompu et incapable de moderniser le pays, le Parti Communiste apparaît désormais comme le plus à même de réaliser le programme de Sun Yat-Sen « indépendance nationale, démocratie, bien-être du peuple ». Des fractions de la bourgeoisie nationaliste se tournent vers les communistes et cherchent même à faire de l'entrisme au sein du Parti, pour le mettre au service de leurs propres objectifs. On peut dire sans spoiler que leur plan finira par marcher. La guerre civile reprend de 1945 à 1949 mais Tchang Kai-Chek, de plus en plus impopulaire finit par s'enfuir à Taïwan.

CONSTRUCTION DU SOCIALISME ET LUTTES DE CLASSE AU SEIN DU PARTI

Dès le lendemain de la victoire, Mao va s'affronter avec celles et ceux qui au nom de l'efficacité prônent des méthodes inspirées par le capitalisme : salaires au rendement, toute puissance des directeurs et des cadres dans les usines, propriété individuelle des terres. Mao veut au contraire à la fois « faire la révolution et développer la production ». Ses opposants sont des figures historiques du parti, qui se posent en « pragmatiques », Liou Shao Shi (Liu Shaoqi) et Deng Xiaoping, pour qui « peu importe qu'un chat soit blanc ou noir pourvu qu'il attrape les souris » (comprendre : peu importe que les méthodes de gestion soient capitalistes ou socialistes pourvu que les rendements augmentent).

En 1958, Mao lance le pays dans une ambitieuse campagne, le « grand bond en avant » : il s'agit de s'appuyer sur l'initiative et l'enthousiasme des masses populaires pour construire un socialisme aux antipodes de la centralisation soviétique : création de « Communes Populaires » développement de la production industrielle

à la campagne (petits hauts-fourneaux)... Le manque de préparation et les mauvaises conditions climatiques font que l'expérience tourne court, et que la droite impute l'ensemble des échecs à Mao, qui perd la présidence de la république au profit de Liou Shao Shi (il reste toutefois à la tête du Parti).

En 1956, Mao est frappé par les révoltes populaires contre les Partis « Communistes » au pouvoir en Hongrie et en Pologne. Il prend progressivement conscience des limites des Pays de l'Est et de l'URSS (avec laquelle la Chine rompra en 1962). Ses textes de l'époque « la juste résolution des contradictions au sein du peuple » et « sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat » critiquent en creux les méthodes stalinienne de direction et affirment que la lutte de classe continue sous le socialisme.

La « grande révolution culturelle prolétarienne » de 1966-69 sera la dernière grande offensive de Mao contre la droite du Parti. Il lance le mot d'ordre « feu sur le quartier général » : il en appelle aux masses populaires et d'abord à la jeunesse pour lutter « dans les conditions du socialisme contre la Bourgeoisie et les autres classes exploiteuses » qu'il accuse d'avoir fait leur nid dans le Parti et l'appareil d'Etat. Il cherche aussi à créer une nouvelle génération révolutionnaire et appelle de ses vœux « non pas un, mais des millions de successeurs ».

Pourtant, un mois après sa mort, sa veuve Jiang Qing et plusieurs de ses partisans les plus proches (Zhang Chunqiao, Wao Yenwuan et Wang Hongwen) sont arrêté, des purges anti-maoïstes sont déclenchées sur tout le territoire... et deux ans plus tard Deng Xiaoping écarte ses derniers rivaux, dissout les Communes Populaires et s'emploie à engager une Chine que la Révolution a réunifiée, modernisée et industrialisée sur la voie du Capitalisme qu'elle n'a plus quitté depuis. De Mao il ne reste qu'une image sur les billets de banque, mais aussi des idées toujours vivantes qui ressurgissent régulièrement à la faveur des révoltes ouvrières et paysannes qui secouent toujours la Chine.

.....

Nota : On peut voir une vidéo complète à propos de la Révolution Chinoise sur la chaîne Youtube de l'OCML Voie Prolétarienne, <https://www.youtube.com/@ocmlvoieproletarienne351/videos>

COURRIER DES LECTEURS

DE LIMOGES, DE LA RÉGION PARISIENNE ET DE LYON

CONTRIBUTION AU DÉBAT

Les militants-es qui se situent résolument sur des positions de lutte de classes vont être confrontés à des tentatives « d'union des gauches ». Dirigeants PCF, Sociaux-Démocrates, Ecolos, Centristes, Populistes... vont de nouveau et encore nous faire croire qu'ils vont gérer autrement que Macron et sa clique d'énarques et d'experts !

Mais ces « illusionnistes de gauche » comment vont-ils s'y prendre s'ils ne remettent pas en cause le système actuel ? C'est à dire le Mode de Production Capitaliste (MPC).

Or le but fondamental du MPC est avant tout de valoriser le Capital par tous les moyens sur le dos des exploités-ées (remise en cause des acquis sociaux, casses des services publics, privatisations, précarité, licenciements, pauvreté, exclusions...). Dans ce processus, les vautours que sont les milieux financiers attendent leur tour pour s'accaparer définitivement les services de santé, la Sécu, les maisons de retraites, l'enseignement, les loisirs...

Face à cette situation, les « illusionnistes de gauche » nous proposent plus d'Etat pour nous faire miroiter leurs promesses vieilles de plusieurs décennies. Mais dans le cadre du maintien du MPC, l'Etat n'est autre que le garant de la valorisation du Capital. Pour cela le rôle essentiel de l'Etat est de maintenir l'ordre par tous les

moyens : idéologique, politique, répressif... cela se traduit par une augmentation importante des dépenses militaires. Le Capital doit aussi se valoriser à l'extérieur (notamment en Afrique) en tant qu'impérialiste secondaire dans sa rivalité avec les autres puissances. Egalement par d'importantes dépenses pour l'appareil policier (flics, CRS, barbouzes, matériels divers), pour durcir l'appareil judiciaire...

Sans oublier la désinformation quotidienne (médias, presse, télé...). Oui tous les Chiens de Garde du Capital sont inlassablement à l'œuvre pour défendre le Mode de Production Capitaliste.

Affirmer que dans le système actuel on peut changer la vie des exploités-ées c'est duper le peuple, car le MPC est fondamentalement incompatible avec l'amélioration durable des conditions de travail et de vie des travailleurs-es et de leur émancipation pour un autre avenir. Car ce que les patrons et l'Etat sont contraints de donner d'une main face aux luttes, ils le reprennent systématiquement d'une autre main et ceci depuis des années (taxes, impôts, baisse des salaires, augmentations des cadences...).

De même, le MPC est fondamentalement incompatible avec les luttes pour la sauvegarde de la planète, contre les pollutions, la mal-bouffe... Dans ce domaine, l'Etat sauvegarde d'abord les

intérêts du Capital et les mesurette préconisées par Macron ne résolvent en rien les très graves problèmes posés à ce sujet. Lorsque EDF, TOTAL et Cie. prétendent contribuer à sauver la planète en nous inondant de leur pub, ce n'est que pure hypocrisie car ils tirent avantages et profits de leur bla-bla...

Alors que faire ?

- rester sur des positions de lutte de classes face aux « illusionnistes »

- faire confiance aux masses en contribuant à résoudre les contradictions au sein du peuple par la discussion et la persuasion.

- faire le bilan approfondi des années passées (négatif - positif)

- contribuer à l'unité de tous et toutes les exploités-ées.

- développer la solidarité avec ceux et celles qui s'opposent au Capital

Jean, un ouvrier à la retraite

Vous me demandez de critiquer les articles de « PARTISAN » quand il paraît, très bien, pourquoi pas... Le mot « critique » me pose problème. Je préfère « point de vue ».

Tout d'abord, je vous félicite sur l'article « Réflexion sur le mouvement des retraites ». Sur cette question, je n'ai rien à dire, je partage tout. Comme vieux syndicaliste ml. Je vois que les choses n'ont guère changé depuis mon temps. J'ai beaucoup apprécié l'analyse du congrès confédéral de la CGT. Je suis membre du bureau de la section des retraités (ex PTT 87). C'est la section la plus grosse du syndicat 87. On a parlé de plein de choses : augmentation des salaires retraités, des prix, de guerre etc. Sauf des critiques confédérales et fédérales. De ce fait, je suis très satisfait de votre analyse. Ça m'aide, j'apprends, je savais qu'il y avait des problèmes. Vous me les confirmez dans votre article. Conclusion : bonne revue, malheureusement peu lue.

Les manifestations pour la retraite dans l'unité syndicale ont été un énorme fiasco. La question : pourquoi ? J'ai posé cette question dans mon syndicat, à savoir : 1) Refus des syndicats de voir des politiques dans les manifs. 2) Qui est-il, que veut-il ? Je parle du secrétaire général de la CFDT (que vous ne critiquez jamais).

Pas de grèves importantes avec occupations d'entreprises, à part dans des fiefs CGT comme le pétrole et les boueux (Paris – Marseille). À

noter que le démantèlement des services publics (PTT, chemineaux, EDF, Gaz, certains secteurs de la métallurgie...) a favorisé ce manque d'action dans ces derniers services. Si l'on ne gêne pas la production capitaliste, on peut marcher jusqu'à demain, on n'obtiendra rien...

Qui est Macron ? Pourquoi est-il si méprisant ? Ce que l'on peut dire : c'est un petit bourgeois à l'ancienne, très intelligent. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut interroger Freud pour comprendre. J'ai ma petite idée... Ce que l'on ne peut pas lui reprocher, c'est qu'il a choisi intelligemment la fin de son mandat pour faire son coup. Il mérite la médaille du capitalisme. Il a réussi où les autres droitistes ont échoué. Bravo...

La CGT est prisonnière de la CFDT

Il faut faire l'analyse de la CFDT : Le passage de la CFTC à la CFDT, ensuite la prise du pouvoir d'E. Maire pour servir le parti socialiste de Mitterrand : j'ai assisté à tout ça (...).

En gros, temps fort de ces derniers mouvements ouvriers : La révolution russe de Lénine, la révolution industrielle (fin 19ème siècle – 20ème siècle), la libération de la France 1945, Mai 68, 1947 scission de la CGT qui a créé FO...

À noter qu'on n'apprend pas l'histoire du mouvement ouvrier à l'école. (...) Ce qui me fait dire qu'il y a 80% d'illettrés politiques dans notre pays. C'est peut-être même 90%...



Je viens de lire, certes rapidement, l'article du magazine 21 [sur le mouvement retraites]. Je voudrais faire quelques remarques rapides sur son contenu.

Je suis globalement d'accord avec les points 1 à 6 qui correspondent assez avec le constat fait dans la presse militante et même généraliste. Toutefois, ces points font l'impasse sur ce que le mouvement peut manifester comme évolution quant au développement à la «base» des luttes depuis 1995 et de leurs acteurs. Depuis 1995, première attaque sur les retraites suivies de bien d'autres, il y a des évolutions assez importantes. Les mobilisations dans l'industrie déjà faibles en 1995, l'ont été plus encore dans ce mouvement. Les raffineries n'ont pas bloqué le pays comme lors de la précédente. France Télécoms qui avait été une forte composante du mouvement en 1995, et la Poste, n'ont guère bougé. La raison en est simple : la violente restructuration des télécoms (orange), avec la perte du statut protecteur des PTT. Enfin, les interpros locales ont été rares, sauf en région et généralement à l'initiative de la CGT (voir quelques articles dans Révolution prolétarienne). Il faut dire que les UL reposent essentiellement sur des retraités, ce qui ne favorise guère les initiatives interprofessionnelles reposant sur des actifs.

8 à 11. Ok sur la question dite de la pénibilité, qui est ici traitée, mais me semble-t-il uniquement d'un point de vue syndical. En fait ce qui était présent dans le mouvement, comme d'ailleurs dans les précédents, ce n'est pas seulement la pénibilité, mais la violence des rapports de classe qui se manifestent tant dans le travail en l'aggravation de l'exploitation que dans tous les autres aspects de la vie des dominés. Cette violence n'est pas seulement dans le rapport d'exploitation économique, elle aussi et peut être essentiellement une violence politique qui est perçue comme mépris par les exploités, et dont Macron est l'expression caricaturale. Cette violence est le processus de «dépossession» des exploités, qui perdent dans le travail, comme dans la société, le pouvoir sur leur vie, et quand ils se dressent pour se le réapproprier, ils trouvent face à eux la

violence bourgeoise sous sa forme répressive brute (point évoqué à propos des grands patrons dans le point 12). La façon dont les mesures sont prises (point 13) compte autant que leur contenu, car elles témoignent combien à cette époque du capitalisme (de sa crise sénile comme le dit Tom Thomas), la bourgeoisie ne peut plus se permettre que ses intérêts fassent l'objet de délibérations même formelles. Dévaluer ce fait, c'est d'évaluer la colère populaire qui a alimenté et permis au mouvement de durer.

19. Si les grèves générales reconductibles «ne marchent pas», ce n'est pas parce que «les réformistes dominent le mouvement ouvrier» car c'était déjà le cas en 1936 et en 1968. C'est donc un piètre argument. Ces deux grèves ont été engagées à la base, souvent par de jeunes militants réformistes. Toutefois ce qui a changé c'est la réalité de l'organisation et de la condition ouvrière et exploitée. Beaucoup plus éclatée, beaucoup plus précarisée, beaucoup moins urbaine, beaucoup plus dans de petites et moyennes entreprises, beaucoup plus prolétaire au sens large qu'ouvriers d'industrie.

22 à 26. Certes la colère ne suffit pas. Mais dire qu'elle «retarde réflexion, étude, projets», me paraît une aberration et un contre-sens, qui traduit au fond un mépris de la révolte populaire. C'est d'ailleurs le reproche qui était fait aux Gilets jaunes par les bourgeois «Que proposez-vous ?». Il n'y a pas de mouvement émancipateur sans révolte, sans colère, sans une forte émotion, à l'origine de la première politisation et d'un mouvement collectif. Aux révolutionnaires de savoir les transformer.

A.V.



LIRE

SEPTEMBRE ROUGE

Le coup d'État
du 11 septembre 1973
au Chili

OLIVIER BESANCENOT
& MICHAEL LÖWY

Éd. Textuel 2023, 154 pages, 18,90 €

130 000 arrestations, 38 000 personnes torturées, environ 3 200 militants tués, et des centaines de milliers d'exilés : il est bon de rappeler (p. 134) ce bilan chiffré du coup d'État militaire perpétré sous la direction de Pinochet il y a 50 ans. Bonne idée de vouloir, comme il est dit en première page, « rendre hommage aux militants ». Mais l'intro est assez étonnante :

« Dans le monde entier... beaucoup de questions au sujet de cette expérience politique... une transition pacifique au socialisme est-elle possible ? ... l'objectif, ici, n'est pas de répondre à toutes ces questions. Nous nous limitons à raconter certains des événements... ». Pas de politique alors ? En hommage à des militants politiques ? Heureusement les « événements » parlent d'eux-mêmes, et ceux qui croyaient, comme Salvador Allende et comme tous ceux qui l'ont soutenu, à une émancipation légale et pacifique pour les travailleurs, ont fait la démonstration de leur grossière erreur. Ils se sont heurtés à un État, tel que défini par Marx, Engels ou Lénine, le quartier général de la bourgeoisie, un groupement d'hommes en armes.

Pas de grandes questions politiques, est-il annoncé, mais pourtant, immédiatement, un positionnement. « Nos sympathies vont en tout premier lieu aux militants du MIR – Movimiento de Izquierda Revolucionaria (mouvement de la gauche révolutionnaire) – et de la gauche du parti socialiste ». Le MIR est clairement un des acteurs principaux du livre. Allende « entretient une relation politique régulière et fraternelle avec le MIR » (p. 49), et le MIR le lui rend bien. Allende respecte scrupuleusement la Constitution et la légalité, le MIR réclame un plus, la gestion des entreprises nationalisées par les comités de travailleurs, et l'armement des travailleurs, et Allende refuse fermement.

Ce va-et-vient du MIR entre réformisme et révolution serait un triste passé s'il n'était pas une vieille politique de classe intermédiaire, en particulier trotskiste, entre luttes des travailleurs et soutien à des unions de la gauche, une politique qui ne risque pas de nous faire sortir du capitalisme, mais empêche à coup sûr l'avènement d'un

Olivier Besancenot et Michael Löwy

Septembre rouge

Le coup d'État
du 11 septembre 1973
au Chili

PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

textuel

pouvoir ouvrier. Et, au risque de choquer, de mener à l'écrasement du mouvement ouvrier quand on a été incapable de le prévoir.

Pour avoir des éléments de réponses aux questions posées, il faudra donc nous reporter à la brochure de VP de septembre 2013, « L'impossible voie réformiste du Chili d'Allende » (22 pages), disponible en ligne sur notre site Internet (mot-clé : Chili). On y lira non seulement un résumé des événements mais aussi la réponse à la grande question suivante : comment peut-on être révolutionnaires, anti-capitalistes, et ramener les travailleurs vers le réformisme bourgeois, quand tout contribue à les en détacher ? La dernière page de la brochure de VP fournit aussi un indice utile : « la nouvelle tactique des bolcheviks envers le gouvernement social-démocrate de Kerenski » en 1917. Une tactique politique victorieuse...

CLIMAT, CRISES : LE PLAN DE TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

THE SHIFT PROJECT

Odile Jacob 2022, 256 pages, 11,90 €

Il y a seulement quelques années, l'écologie, en particulier le dérèglement climatique, était encore un sujet de débat, climato-sceptiques contre écologistes convaincus. On n'en est plus là. Le problème désormais porte sur les solutions ; plus exactement sur la question de savoir comment sortir des grandes déclarations qui ne changent pas grand-chose, genre COP annuelles (conférence of parties), et comment sortir du greenwashing qui donne aux énergies renouvelables le rôle de couverture permettant de continuer à griller toujours plus de pétrole, gaz et charbon.

The Shift Project (projet de changement) est une association créée en 2010. Sa dernière publication, ce Plan de transformation, a exigé « l'apport de dizaines de collaborateurs, de centaines de contributeurs, et de milliers de relecteurs » (p. 18). Ce n'est donc pas l'œuvre d'un seul, son président très médiatique, Jean-Marc Jancovici.

Toutes les contradictions de ce « plan » sont contenues dans le titre. « Climat, crises » : L'urgence de la transformation est celle du dérèglement climatique, de l'émission des gaz à effet de serre, en parallèle avec l'épuisement des énergies fossiles sur lesquelles repose toute l'économie



capitaliste. Les interférences avec l'effondrement de la biodiversité, la pollution chimique ou la fragilité sanitaire (les nouvelles zoonoses), etc., ne sont pas évoquées.

« Plan de transformation » : autrement dit programme. Très détaillé, secteur par secteur, industrie et agriculture, énergie et culture, emploi et finance, etc. ; que faut-il faire pour atteindre la zéro-émission de CO² d'ici 2050 ? Le tout est chiffré, concret, imagé !

« Transformation de l'économie » : Le principe de la planification est déjà en lui-même un choix politique. Mais le présupposé politique n'est présent qu'en filigrane, avec une base quinquennale, comme les présidentielles. Et le plan est exigeant pour les riches et les entreprises, bienveillant pour les plus fragiles. C'est-à-dire clairement réformiste.

« Transformation de l'économie française » : Comment peut-on, à l'échelle d'un seul pays, faire face à un problème planétaire ? Par la politique de l'exemple. « La France démontrera qu'anticipation et coordination permettent d'aller vers une situation sobre, apaisée [sans révolte de type Gilets jaunes], préparée aux chocs du XXI^e siècle » (p. 61). Cette politique donnera même

« à l'économie française de nombreux avantages concurrentiels » et permettra « de retrouver un solde commercial positif » (p. 77).

C'est du socialisme critico-utopique tel que décrit dans Le Manifeste de Marx et Engels : « Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire ; ils cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques et essaient de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences à petite échelle qui naturellement échouent toujours » (ch. III).

Pourtant ce livre est unique. Il est passionnant à double titre, si on le prend comme un apport à court et à long terme. À court terme, il recense en grande partie nos luttes en matière écologique, et comment la bourgeoisie y répond ou pas. À plus long terme, c'est du Lénine ! Il est beaucoup plus facile de prendre le pouvoir politique et militaire que de gérer l'économie, affirmait-il. « L'État prolétarien doit devenir un « patron », prudent, soigneux et habile » (t. 33, p. 51 – en 1921). Un patron ! Oui, car il s'agira de transformer l'économie.

EN FINIR AVEC LES NATIONALISMES

TOM THOMAS

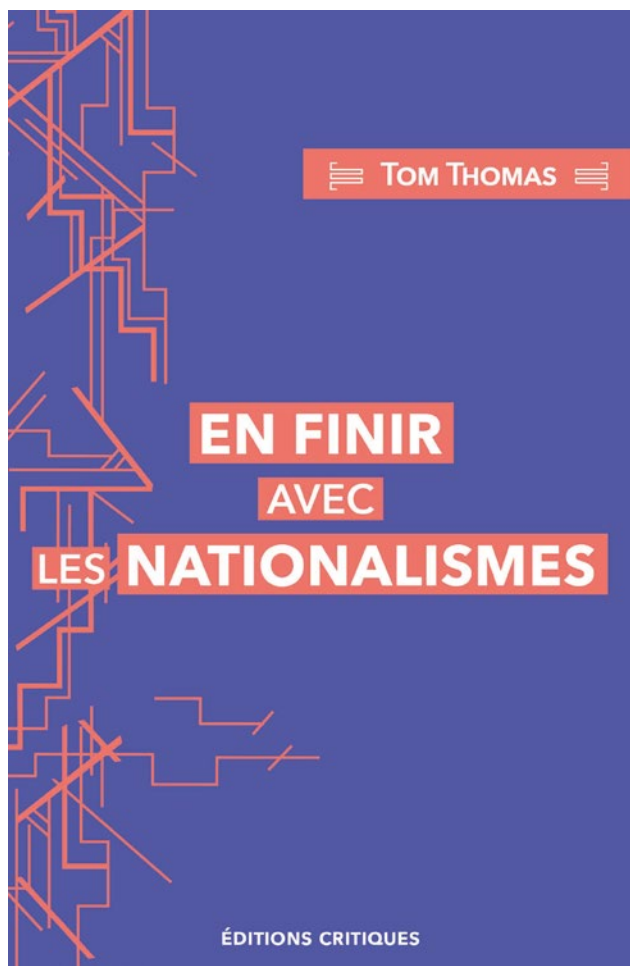
Éd. Critiques 2023, 176 pages, 16 €

« On constate aujourd'hui aisément l'expansion envahissante, dans le monde entier, de puissantes tendances nationalistes », affirme la première phrase du livre. Tom Thomas s'empare donc du sujet, le creuse de la manière qu'on lui connaît, systématiquement. Il rappelle (ch. 1) que le concept et la réalité de la nation sont « apparus récemment », liés à ceux de peuple et d'État, et d'abord au développement du capitalisme. Il rappelle ensuite (ch. 2 et 3) comment la question a été traitée par Marx et Engels puis par Lénine. Mais nous ne sommes plus au XIX^e ou au XX^e siècle et à l'époque coloniale. Dans les chapitres suivants (5 et 6), « La mondialisation contemporaine » et « Les nationalismes contemporains », on est au cœur du sujet : que reste-t-il de légitime dans les aspirations à une indépendance nationale aujourd'hui ?

Le titre semble donner une réponse simple : « En finir avec les nationalismes ». On entend : TOUS les nationalismes. La 4^e de couverture explicite : « Face aux catastrophes économiques et écologiques en cours, tout nationalisme, qu'il vienne des élites ou du peuple, demeurera une impasse et interdira toute voie vers le socialisme ». Au cours du texte une phrase confirme (p. 65) : « Il n'y a plus de luttes nationalistes positives aujourd'hui, au XXI^e siècle » ; même si la Palestine est citée régulièrement comme une exception qui confirme la règle.

Cependant, l'affirmation sera relativisée dans la suite du texte (ainsi p. 157-158) : « Pour autant, il ne faut pas considérer les nationalismes « d'en bas » comme un bloc auquel il faudrait s'opposer globalement et frontalement. Car s'ils se font nombreux avec la crise, c'est qu'ils expriment une opposition de ceux qui en sont les principales victimes... Leur nationalisme... est aussi une révolte contre l'état de choses existant ». Il faut distinguer, dans les pays dominés, entre le nationalisme de la bourgeoisie locale, qui « consiste à pouvoir négocier librement la meilleure place possible dans les chaînes de valorisation mondialisées », et celui des travailleurs, qui accusent leur bourgeoisie d'être un relais des impérialismes dominants.

Cette distinction ne s'applique pas à l'Ukraine, dont la problématique affleure à plusieurs reprises comme une toile de fond. Sa lutte nationale est,



pour Tom Thomas, condamnable pour deux raisons. Dans l'histoire du mouvement communiste, le soutien aux luttes nationales n'a jamais été inconditionnel. Certaines conditions « restent toujours d'actualité, notamment aujourd'hui à propos de l'Ukraine : premièrement que ces luttes nationales ne se mettent pas sous la coupe d'un impérialisme ; deuxièmement qu'elles n'entraînent pas une guerre mondiale dont les peuples et les prolétaires du monde entier seraient les victimes » (p. 140). Ainsi l'Ukraine serait entièrement sous la coupe des USA, de l'OTAN et de l'Union Européenne. Zelenski et le pouvoir en place le sont, sans aucun doute. Mais un se divise en deux. Quid de l'opposition politique et syndicale, jusque dans l'armée, au pouvoir ukrainien ? Voyez dans les Partisan n° 20 et 21 ! Et que penser de la résistance du peuple palestinien, de la lutte du peuple kurde et de bien d'autres... Cette opposition n'a aucune chance ? Mais les Communards avaient-ils une chance ?

Deuxième condition : que la lutte nationale n'entraîne pas une guerre mondiale. Ce serait alors un feu vert pour toutes les initiatives impérialistes les plus guerrières ! Soyons concrets et réalistes, certes. Mais ne soyons pas non plus comme ces « critico-utopiques » stigmatisés par Marx dans le Manifeste (III,3) : « Les inventeurs de ces systèmes [critico-utopiques] constatent certes l'antagonisme des classes, ainsi que l'efficacité des éléments dissolvants que recèle la société dominante elle-même. Mais s'agissant du prolétariat, ils n'aperçoivent pas dans l'histoire aucune activité autonome, aucun mouvement politique qui lui appartienne en propre ». Ils restent spectateurs. Vous voyez bien que Tom Thomas est passionnant. On le savait, mais là, il se trompe. Ne riez pas son dernier livre sur les nationalismes. Et dites-nous ce que vous en pensez, et ce que vous pensez de nos réserves critiques.

NOUVELLE BROCHURE DE L'OCML-VP

Disponible en trois langues sur notre site internet



Sobre la creación de la Liga Comunista Internacional y el debate que suscitó el movimiento maoísta

OCML Voie Proletarienne (France) - 10 de octubre de 2023

La OCML Voie Proletarienne, organización maoísta de Francia creada en 1979, toma nota de la creación en diciembre de 2022 de la Liga Comunista Internacional (LCI) por una quincena de partidos maoístas del mundo - entre ellos el PC maoísta de Francia - y el debate que esta creación ha suscitado en el movimiento marxista-leninista (MLM) mundial. En particular, nuestra organización ha estudiado las reacciones reproducidas en la revista "Two Lines Struggle", incluida la posición detallada de la India con fecha 19 de mayo de 2023¹, que no se ha adherido a la LCI, conclusión llama a las organizaciones maoístas del mundo a pronunciarse en debate.

A nuestra modesta escala, deseamos pues aportar nuestra contribución, tal como que estamos confrontados política y prácticamente en Francia con

Sobre el carácter prematuro de la creación de la LCI
Compartimos la apreciación de las distintas reacciones reproducidas en "Two Lines Struggle" sobre el carácter prematuro de la creación formal de la LCI. Muchos temas

¹ <https://www.bannedthought.net/International/TwoLinesStruggle/2023/05/19-2023-Eng-Corrected.pdf>
² <https://www.bannedthought.net/India/CP-Maoist/Docs/Statements/2023/2023-05-11-CP-MaoistStandChCL-Full-French.pdf>



A propos de la création de la Ligue Communiste Internationale et du débat que cela a provoqué dans le mouvement maoïste

OCML Voie Proletarienne (France) - 10 octobre 2023

L'OCML Voie Proletarienne, organisation maoïste de France créée en 1979, a pris connaissance de la création en décembre 2022 de la Ligue Communiste Internationale (LCI) par une quinzaine de partis maoïstes dans le monde - dont le PC maoïste de France - et du débat que cette création a provoqué dans le mouvement Marxiste-Léniniste-Maoïste (MLM) mondial. Notre organisation a en particulier étudié les réactions reproduites dans le magazine "Two Lines Struggle", dont la position détaillée du PCm d'Inde datée du 19 mai 2023¹ qui n'a pas rejoint la LCI et appelle en conclusion les organisations maoïstes du monde à se prononcer sur ce débat.

A notre très modeste échelle, nous souhaitons donc apporter notre contribution, d'autant que nous sommes confrontés politiquement et pratiquement en France au PCmf.

Sur le caractère prématuré de la création de la LCI

Nous partageons l'appréciation de diverses réactions reproduites dans "Two Lines Struggle" sur le caractère prématuré de la création formelle de la LCI. Nombre de

¹ <https://www.bannedthought.net/International/TwoLinesStruggle/2023/05/19-2023-Eng-Corrected.pdf>
² <https://www.bannedthought.net/India/CP-Maoist/Docs/Statements/2023/2023-05-11-CP-MaoistStandChCL-Full-French.pdf>



The creation of the International Communist and the debate it has sparked in the Maoist movement

rienne (France), 10 October 2023

rienne, a Maoist organisation based in France founded in 1979, took note of the creation of the International Communist League (ICL) in December 2022 by a group of Maoist parties from around the world, including the Maoist Communist Party of France (PCmf), and the debate that this has sparked in the worldwide Marxist-Leninist-Maoist (MLM) movement. Our organisation has paid close attention to the reactions reproduced in the magazine "Two Lines Struggle", including the detailed position by the Communist Party of India (CPI), which has not joined the ICL, and has called on the Maoist organisations around the world to express their views on this subject.

At our very modest scale, we therefore wish to make our own contribution, especially as we are politically and practically in France by the PCmf.

On the premature nature of the creation of the ICL
We share the appreciation of several of the reactions published in "Two Lines Struggle" on the premature nature of the formal creation of the ICL. Many issues remain

¹ <https://www.bannedthought.net/India/CP-Maoist/Docs/Statements/2023/2023-05-11-CP-MaoistStandChCL-Full-French.pdf>

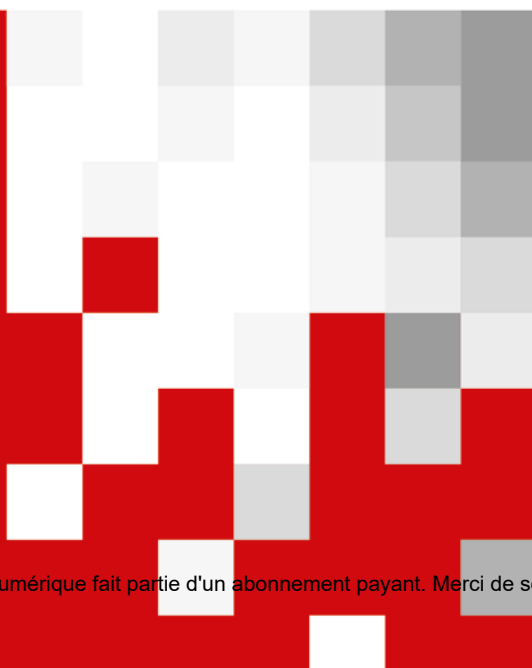
“ À propos de la création de la Ligue Communiste Internationale et du débat que cela a provoqué dans le mouvement maoïste ”



SUIVRE NOS ACTIVITÉS SUR NOTRE SITE INTERNET

www.ocml-vp.org

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :  /OCMLVP  @OCMLVP



Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution



TOUJOURS DISPONIBLES

**Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles !
Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale
en nous joignant un chèque à l'ordre de **VP Partisan** à l'adresse suivante :
OCML Voie Prolétarienne - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex**

– Les numéros 1 à 15 sont disponibles en intégralité sur ocml-vp.org –

ÉPUISÉ N°1 • La classe ouvrière aujourd'hui en France : en voie de disparition?

N°2 • Palestine – Kurdistan : quelles solidarités?

N°3 • Racisme, marxisme et révolution

N°4 • L'alternative communiste

DERNIERS NUMÉROS! N°5 • Le Maoïsme, notre arme de combat

N°6 • Verts parce que Rouges

N°7 • Organisation et Révolution, leçons du mouvement ouvrier

N°8 • 1917-2017 Faire vivre le Révolution Communiste

N°9 • Lutter contre la pénibilité, lutter contre l'exploitation

N°10 • Féministes révolutionnaires

N°11 • Mai-Juin 1968 : Brisons les vieux engrenages

N°12 • Afrique : résistances et révolution

N°13 • Travailler tous, moins, autrement

N°14 • Le monde tremble, les révolté·es cherchent un chemin

N°15 • Chimie, le profit contre la santé

N°16 • Et après? On redémarre la machine capitaliste ou on change de système?

N°17 • Crise, licenciement, lutte pour l'emploi

N°18 • Gardons le cap!

N°19 • La démocratie, on la voyait pas comme ça!

N°20 • Afghanistan/Ukraine : la parole aux révolutionnaires

N°21 • Mouvement sur les retraites, Afrique, Ukraine, Turquie, Chine

3,50€

FRAIS D'ENVOI
INCLUS

À lire tous les mois

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES

À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter

OU VA LA CGT ?

CE BLOG EST L'EXPRESSION DE L'INTERVENTION SYNDICALE
DES MILITANTS DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE AU SEIN DE LA CGT

www.ouvalacgt.over-blog.com

À commander



2€



Brochures

- 1871. Au nom du peuple la Commune est proclamée!
- Plate-forme de lutte pour l'emploi

Nos autocollants, à commander
à contact@ocml-vp.org
pour redécorer les murs
de ton quartier et/ou de ta ville!
Le prix varie selon la quantité!

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Librairie Torcat
10, rue Mailly
66000 Perpignan

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

L'Antidote
88, rue Avron
18000 Bourges

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Maison Norman Béthune
9697 bd Saint-Laurent - local 303
Montréal - Canada

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À PARTISAN MAGAZINE

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire		15€	25€
2 exemplaires		21€	35€
3 exemplaires		27€	45€



NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros



**Flashez pour
vous abonner
en ligne!**

**Paielements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN**

BP N° 133

**93213 Saint Denis la plaine cedex
CCP : 00020628901 CCM Saint Ouen**

**Identifiant international de compte (IBAN)
FR76 1027 8061 4500 0206 2890 116**

**Identifiant International
de l'établissement (BIC)
CMCI FR 2A**

PARTISAN

MAGAZINE

1	Éditorial
2	Un seul État, la Palestine libre, laïque et démocratique!
5	DOSSIER : PROLÉTAIRES, UNISSEZ-VOUS!
7	Conversation sur l'organisation
10	L'ancien Nouveau Parti Anticapitaliste
18	Les libertaires et la « notion du parti dirigeant »
21	DOSSIER : À NOUVEAU LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE EN IRAN
22	La parole à des militantes
31	L'état du mouvement ouvrier iranien
41	Positions de l'OCML-VP
44	Il y a 130 ans naissait Mao Zedong
47	Courrier des lecteurs
50	Lire

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la publication de l'OCML Voie Prolétarienne.
Son objectif? Donner des outils de compréhension politique et théorique
pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce système qui broie
nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misère et la guerre.
Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— Plus d'infos page 57 —

Partisan Magazine n°23 sortira au printemps 2024